

\$ 0.50

MARS 79
no. 35

Chili - Québec

informations

CHILI : LE BOYCOTT AVORTÉ



GUATEMALA
L'ETAT GANGSTER ...

l'église
qui sort de
PUEBLA
est une église
divisée

LONGUEN dernière heure ...

Quatorze des vingt-cinq cadavres du four à chaux de Lonquén ont maintenant pu être identifiés, au moyen de leur dentition et de leurs vêtements. Tous masculins, ils se regroupent en quatre familles et un individu. La plupart sont des paysans qui travaillaient sur le latifundio du señor José Celsi, jusqu'à ce qu'on les emmène, trois semaines après le coup d'Etat, sur une camionnette prêtée par Celsi. Cet enlèvement suivi d'assassinat fut dirigé par C. Mendoza, aujourd'hui capitaine de l'armée chilienne.

Parmi les suppliciés, la famille la plus nombreuse est celle des Maureira, regroupant le père et ses quatre fils. Depuis leur disparition, leur parenté s'est multipliée en démarches, auprès des tribunaux, des ministres, etc. Les autorités ont toujours nié détenir les Maureira, les avoir arrêtés ou savoir où ils étaient. Le père a même été l'objet d'un mensonge encore plus honteux. Aux Nations Unies, en réponse aux accusations des familles disparus, l'ambassadeur du Chili a déclaré que M. Maureira n'avait jamais existé sur les registres de l'état civil !

A l'appui de sa dénégation, l'ambassadeur produisait une série de documents émanant d'autorités diverses. Tous ces documents étaient authentiques, et tous étaient bien sûr faux. On notera en particulier celui émanant de l'Institut médico-légal, lequel se trouve aujourd'hui au centre de l'obstruction officielle opposée aux recherches sur les disparus. D'ailleurs, chacune des quatorze identifications de Lonquén constitue officiellement un secret, sous l'excuse qu'elle fait partie du dossier d'une enquête au criminel. Le gouvernement, après avoir produit l'explication que le charnier résultait d'un règlement de comptes à l'intérieur de la Résistance, suggère maintenant qu'il s'agit de personnes décédées dans les hôpitaux. Tant qu'elles demeurent "non-identifiées"...



★ Nouvelle provenant du
Comité de défense des
droits humains au Chili.
(20-02-79)

TABLE DES MATIÈRES

LE BOYCOTT AVORTE	2
DES ENTREPRENEURS CANADIENS EN VISITE COMMERCIALE AU CHILI	5
LE CHARNIER DE LONQUEN	6
CUBA : AU-DELA DES PLAGES ET DES HOTELS	7
GUATEMALA : L'ETAT GANGSTER	12
L'EGLISE QUI SORT DE PUEBLA EST UNE EGLISE DIVISEE	17
PEROU : COMMENT "FUCKER" UNE GREVE GENERALE	21
VERS UNE ALLIANCE DES DICTATURES DE L'HEMISPHERE SUD	23
NOTRE MENU QUOTIDIEN : L'INFORMATION "ALL DRESSED"	24
A LIRE, A VOIR, A ECOUTER	30
LES ACTIVITES DU COMITE QUEBEC-CHILI	33
PUBLICATIONS DISPONIBLES	35
ABONNEZ-VOUS!	36

ISSN : 0378 - 9304.



NOUVELLES BRÈVES DU CHILI

LE BOYCOTT AVORTÉ ...

ANNONCE DU BOYCOTT

Le 26 novembre 78 l'ORIT – *Organisation régionale inter-américaine des travailleurs* – mise sur pied pendant l'Alliance pour le progrès de Kennedy et subventionnée depuis lors par l'AFL-CIO, annonce un projet de boycott syndical contre le Chili, le Nicaragua et... Cuba. Cela consiste à bloquer les importations et les exportations de ces pays.

Les représentants du Congrès du travail du Canada à l'ORIT approuvent le boycott contre le Chili et le Nicaragua mais ils estiment qu'il ne peut s'étendre à Cuba pour deux raisons. Cuba n'est pas le Chili ni le Nicaragua et de toute façon Cuba subit un boycott des pays occidentaux depuis 1959.

REACTIONS DEFAVORABLES

Le 29 novembre, l'archevêque de Santiago prend position contre le boycott annoncé par l'ORIT à l'encontre du Chili: "L'Eglise de Santiago considère nuisible toutes les mesures préjudiciables au peuple chilien et au processus de normalisation qu'il lui appartient en propre de mener."

Quelques jours plus tard, l'*Organisation internationale des employeurs* (OIE) qui regroupe plus de 100 institutions patronales partout dans le monde fait officiellement pression auprès du directeur de l'Organisation internationale du travail (OIT) – à laquelle l'ORIT est liée par son affiliation à la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL) – afin d'éviter "les graves conséquences que le boycott commercial annoncé par l'ORIT entraînerait pour le Chili." Il signale que ce boycott contre le Chili est injustifié étant donné que le Chili respecte les procédures de l'OIT et qu'il a collaboré activement à cette organisation.

Le 6 décembre, 50,000 personnes vont écouter le général Pinochet à une manifes-

tation d'appui au gouvernement contre le boycott. La manifestation a été convoquée par quatre dirigeants d'organisations d'employés d'Etat : chemin de fer, travaux publics, santé, services municipaux. On attendait un million de manifestants...

Le 14 décembre la Coordination nationale syndicale, la Confédération des fonctionnaires et le Front unitaire des travailleurs se font refuser le droit de manifester de leur côté. Elles sont considérées "traîtres à la Patrie".

Le 15 décembre, l'auteur de la loi des élections syndicales (voir dernier numéro Québec-Chili) met au point une stratégie pour faire face au boycott éventuel. Le plan propose l'élimination des douanes, l'élimination des registres d'importation et d'exportation, l'emploi de pavillons étrangers sur les bateaux chiliens, l'ouverture du marché de l'automobile aux Japonais en mettant fin aux quotas. En même temps on demanderait à la Général Motors, à la Fiat et à la Peugeot de faire les pressions nécessaires dans leurs pays respectifs pour que le boycott soit évité, en échange de quoi les quotas sur les voitures japonaises seraient maintenus.

De son côté, la Banque Hypothécaire prévoit les conséquences du boycott : initialement entre 1/3 et 2/3 du commerce extérieur chilien sera à l'abri du boycott. La première année représenterait donc une perte de 170 à 300 millions \$ US.

LA RIPOSTE DE LA JUNTE

Le 27 décembre, 6 nouveaux ministres sont nommés. Parmi eux, le ministre du Travail, José Pinera, annonce que sa première tâche sera de "faire avancer l'institutionnalisation du travail". Il dit ignorer s'il rencontrera les responsables de l'AFL/CIO à propos du boycott.

Trois jours plus tard, les dirigeants de l'Union des travailleurs chiliens (UNTRACH) profitent de leur rapport annuel pour réaffirmer leur appui à la politique intérieure et extérieure du gouvernement tout en demandant publiquement au président Pinochet une entrevue pour débattre de quelques lois qu'ils trouvent préjudiciables aux travailleurs.

Une semaine après sa nomination, le 3 janvier, le ministre du Travail annonce une étape d'"institutionnalisation" pour le 30 juin : négociation collective par entreprises, prélèvement

de cotisations à la source, droit à la grève, "dans les cas qui ne seraient pas préjudiciables à des tiers" et seulement comme mesure ultime à la suite de la médiation et de l'arbitrage d'une instance que le gouvernement mettra sur pied dans les prochains mois. Pas un mot, sur les droits et les biens des organisations ouvrières, dissoutes en octobre. Tout ceci est, selon les mots du ministre, "destiné à créer un syndicalisme libre, démocratique et autonome".

REMISE A PLUS TARD DE LA REUNION DE L'ORIT-AFL-CIO

Le jour même, le groupe des Dix (cf annexe) demande à l'AFL-CIO de retarder la décision sur la date du début du boycott. La réunion pendant laquelle doit se prendre la décision est donc reportée du 8 au 15 janvier.

Pendant ce temps, Peter Grace, président de l'Institut américain pour le développement du Syndicalisme libre (AIFSLD) s'emploie à jouer les médiateurs entre l'AFL-CIO et le cabinet de Pinochet pour éviter le boycott (cf. annexe).

Le 6 janvier, l'interdiction de se réunir est levée pour les employés publics, comme elle l'est déjà pour les autres citoyens. Le gouvernement prétend toujours que ces diverses mesures sont des étapes d'institutionnalisation du travail, sans lien avec la menace de boycott.

Le ministre du Travail, Pinera, participe à des discussions plutôt symboliques avec les organisations du Groupe des Dix réunies le 7 janvier à Caupolicán. A peine arrivé, le ministre quitte en hâte la réunion pour se rendre à Valparaíso rencontrer les syndicats patronaux (grémios).

Dans une courte rencontre avec le ministre, les travailleurs du cuivre demandent la levée de l'état de siège dans la province de Loa. De leur côté, les dirigeants syndicaux pro-Junte appartenant au Commando Gremial contre le boycott fondent le "Mouvement syndical autonome du Chili".

Le 8 janvier, un incendie criminel détruit le 1er étage du siège social de "El Triunfo Campesino", organisme syndical membre du Groupe des Dix.

ON REMET A BEAUCOUP PLUS TARD LE BOYCOTT

Venant du Canada, des E.U., du Japon, d'Europe et d'Amérique Latine, 25 délégués de l'ORIT et de l'AFL/CIO se réunissent du 15 au 17 janvier pour fixer le début du boycott. Ils décident de le suspendre pour un temps indéterminé, "pour favoriser la libéralisation de la vie syndicale au Chili" en particulier l'implantation du système de convention collective avec le droit de grève. Il est prévu une autre réunion en juin pour juger si la libéralisation s'est bien réalisée.

Outre les fortes pressions exercées par les investisseurs américains, une raison majeure de cette décision fut la difficulté de réaliser le boycott dans la majorité des pays latino-américains où des régimes militaires contrôlent sévèrement l'activité syndicale.

POSITION DE LA CNS ET DU FUT

Le 18 janvier le Front unitaire des travailleurs de la Coordination nationale syndicale et quelques dirigeants du CEPCH dénoncent le refus de dialogue du gouvernement de la Junte avec les groupes syndicaux qui ne lui sont pas acquis. Les deux organismes soulignent que ce refus est devenu de plus en plus systématique au fur et à mesure que les très publiques démarches de Peter Grace faisaient espérer une solution à la menace de boycott. Ils ajoutent que le lobbying des dirigeants du groupe des Dix à la réunion ORIT-AFL-CIO ne pouvait rien régler des problèmes des travailleurs chiliens.

Le président de la CEPCH émet un communiqué dans lequel il souligne que son organisation n'a pas signé la déclaration conjointe CNS-FUT.

POSITION DU GROUPE DES DIX

Le même jour, du côté du Groupe des Dix, les délégués à la réunion de l'ORIT font leur rapport. Ernesto Vogel cite parmi les raisons

de la suspension une promesse de la Junte à l'AFL/CIO suivant laquelle, d'ici le 15 janvier, serait rétablie la cotisation syndicale obligatoire et abolie tout au mois l'art. 4 du décret-loi 198. (cf Annexe).

ANNEXE

● Groupe des dix

- *Interlocuteurs nationaux dans la proposition du boycott.*
- *Ils furent des participants actifs dans la préparation du coup d'Etat de '73. Immédiatement après en '74, ils allèrent à l'OIT à Genève défendre les mesures répressives prises par la dictature militaire contre la classe ouvrière et ses organisations syndicales.*
- *S'étant fait "fourrer" par la politique ouvrière de Pinochet, ils adoptent une position de plus en plus critique face au régime, jusqu'à participer avec les autres secteurs de la classe ouvrière aux manifestations de protestation du 1er mai 78 à la Place Almagro et à l'église San Francisco.*
- *Le Groupe des Dix maintient des liens très étroits avec l'ambassade des E.U. et l'Institut américain pour le Développement d'un Syndicalisme libre (AIFSLD).*
- *Avec une égale vigueur, ils maintiennent une grande distance, quand ils ne manifestent pas carrément une antipathie, envers les autres groupes syndicaux nationaux qui défendent l'autonomie de classe des travailleurs comme la Coordination nationale syndicale (CNS) et le Front unitaire des travailleurs (FUT).*

● Peter Grace

- *Représentant du capital international et lien entre les différentes instances qui combattent le boycott.*
- *Principal actionnaire d'une entreprise multinationale ayant de puissants intérêts en Amérique Latine et au Chili.*
- *Président du Conseil d'administration de l'AIFLD dont le secrétaire-exécutif n'est nul autre que George Meany, président de l'AFL-CIO.*

Avant la suspension du boycott le 15 janvier à Washington, Peter Grace a fait deux voyages à Santiago dans son jet personnel pour rencontrer des personnages de la dictature, de l'ambassade des E.U. et des industriels chiliens...

• Art., Décret-Loi 198, 23/12/73

"Les organisations syndicales pourront tenir des réunions qui n'auront qu'un caractère informatif ou relatif à la gestion interne du syndicat. Pour qu'une telle réunion se tienne, l'organisme syndical devra faire connaître par écrit le lieu et l'ordre du jour de la réunion au poste de police le plus rapproché du lieu de travail ou du local syndical."



ENTREPRENEURS CANADIENS AU CHILI

Le président du Comité exécutif de l'Association canadienne pour l'Amérique Latine (CALA), Gary German, affirme que le Chili est un bon pays pour les investissements, à cause de la "clarté" de sa législation et parce que le développement du secteur privé se fait sans intervention de l'Etat.

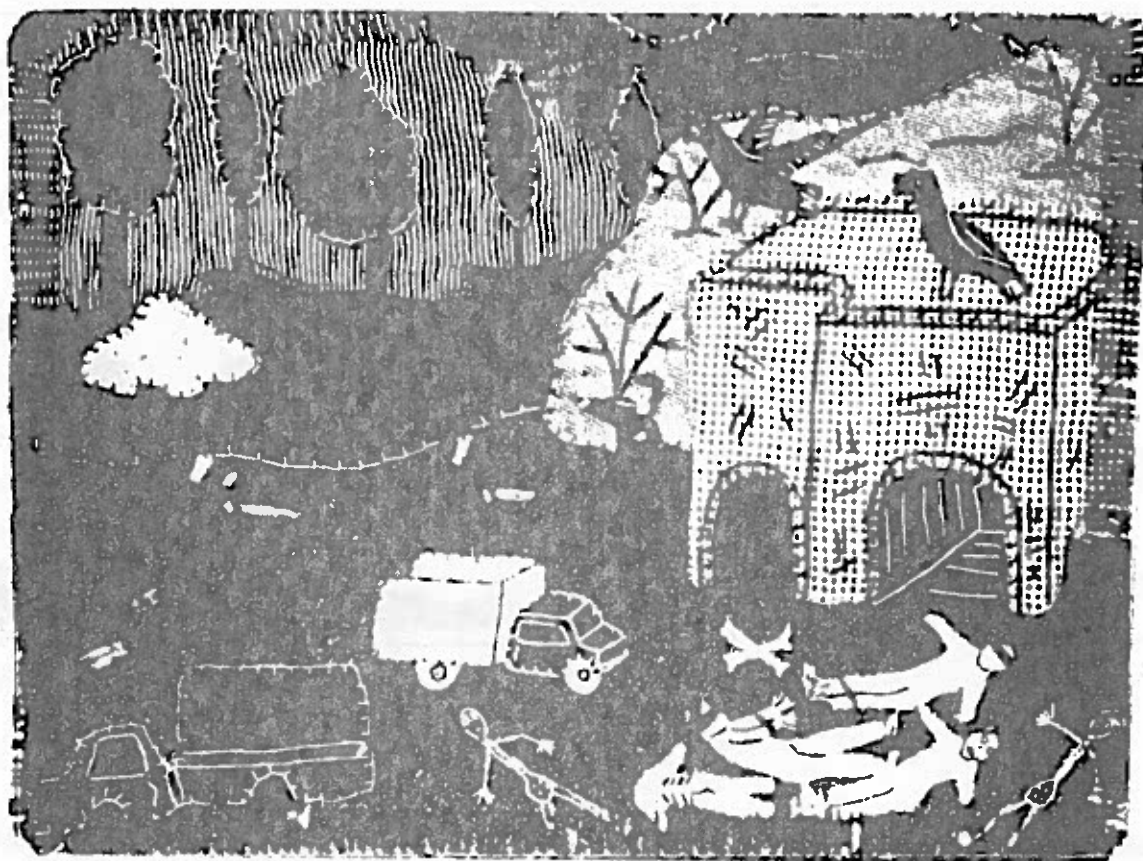
Dans une entrevue au *El Mercurio* (24 oct. 78), German déclarait : "Même s'il est un peu difficile de donner notre opinion sur le Chili à cause du peu de temps que nous y avons passé, le fait le plus remarquable, c'est sans doute l'ouverture en faveur des investissements, de l'achat et des ventes avec l'étranger. C'est là le plus important pour nous, comme hommes d'affaires."

German est aussi un haut dirigeant de la *Noranda* qui a signé récemment un contrat d'investissement de plus de 400 millions de dollars pour l'exploration et l'exploitation d'un gisement de cuivre.

Le séminaire de la CALA à Santiago réunissait de nombreux entrepreneurs et experts chiliens, et les plus hautes personnalités, dont le ministre de l'économie qui déclarait : "Ce pays est toujours une surprise pour les étrangers qui nous visitent, principalement quant à sa situation politique et économique."

Keith Hellyer, directeur-exécutif de la CALA, signala que la récente visite au Canada du ministre de l'Industrie, Sergio de Castro, avait permis à la CALA de commencer à apprécier l'attitude favorable du régime chilien et que maintenant la visite de la CALA permettrait l'augmentation des échanges commerciaux et l'amélioration de la balance commerciale chilienne.

La visite a donné lieu à des contacts entre des industriels chiliens des pêcheries et une entreprise canadienne d'alimentation. Les membres de la commission de la CALA au Chili annonçaient qu'ils retournaient au Canada avec des projets commerciaux bien précis.



LE CHARNIER DE LONQUEN

Que représente cette tapisserie ? Au début décembre '78, suite à une dénonciation reçue au Vicariat de la Solidarité, on a fait la macabre découverte de 26 * cadavres enterrés dans le four à chaux d'une mine abandonnée à Lonquén. Quelques jours plus tard, une autre dénonciation permettait de trouver un autre "cimetière" avec d'autres corps ensevelis à Cuesta Barriga.

Comment les journaux chiliens ont-ils couvert la nouvelle ? Dans le *El Mercurio*, (10-12-78) on ne parlait pas de dénonciations "humaines", attribuant plutôt la découverte à des chiens ! On alla même assez loin dans l'in vraisemblable pour publier, quelques jours plus tard, que la deuxième trouvaille était constituée d'os déterrés dans d'authentiques

cimetières par la gauche chilienne et parsemés par-ci par-là dans le pays pour discréditer la Junte. D'autres rapports "officiels" voulaient qu'il s'agisse d'assassinats entre membres du MIR.

Néanmoins, au Chili, les autorités décidaient de demander à la Cour Suprême d'enquêter sur cette affaire qui risque de devenir "une patate chaude". Les enjeux sont nombreux. D'abord, les responsables éventuels d'enlèvements de disparus sont amnistiés d'avance par un décret-loi. (voir *Bulletin* no. 31, juin '78 et no. 32, sept. '78). De plus, si l'enquête devait montrer un lien entre ces cadavres et certaines disparitions, à quelle instance demanderait-on un procès : à la "justice" civile ou à la "justice" militaire ? D'autre part, que feront et la Cour Suprême et le peuple chilien, si le rapport des enquêteurs médico-légaux du Laboratoire de la Police Technique devait "montrer" qu'il n'y a aucun lien entre ces cadavres et les disparitions ? Les parents des disparus-détenus demandaient qu'on utilise l'expertise de médecins légistes internationaux, mais le juge que la Cour Suprême a désigné comme responsable de cette enquête croit à l'impartialité de cette institution de l'Etat qu'est le Laboratoire de la Police. A suivre dans le prochain numéro.

le fil des événements

CUBA :

AU DELA DES PLAGES ET DES HOTELS

Des militants de syndicats et de groupes populaires du Québec ont visité Cuba en janvier dernier. Au delà des plages et des hôtels, ils ont pu voir d'un peu plus près la société cubaine. Il nous a semblé intéressant de recueillir les impressions de deux d'entre eux. Nous ne prétendons pas pour autant faire le point sur la question du socialisme à Cuba.

Q : *Quelle organisation vous a donné l'occasion de ce voyage à Cuba ? Qui faisait partie de votre groupe ?*

R.V. : Ce voyage était organisé par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO). Nous étions les invités de la Centrale des travailleurs cubains (CTC). Les participants au voyage étaient des militants syndicaux de la CSN, de la CEQ et des militants des groupes populaires. Nous étions vingt et un (21). Il y avait entre autres des gens de Thetford, Sherbrooke, Québec, Chicoutimi et Montréal.

Q : *Comme groupe, quels étaient vos objectifs ?*

C.B. : Premièrement, se rendre compte sur place des réalisations de la Révolution, dont c'est le 20^e anniversaire cette année. Deuxièmement, comprendre un peu mieux ce qui se cache sous le slogan "lutter pour le socialisme", en vérifiant ce qu'il y a de changé dans une société socialiste aux niveaux de l'économie, du pouvoir ouvrier et des relations sociales. Enfin, le voyage permettait d'établir des liens de solidarité avec les travailleurs cubains.

Q. : *Qu'est-ce que vous avez visité et qui avez-vous rencontré ?*

R.V. : On a couvert les secteurs de l'économie, de l'éducation et de la santé en visitant une aciérie, des usines de traitement de la canne à sucre, des écoles (dont l'Ecole de formation des maîtres), des hôpitaux (dont l'Hôpital psychiatrique de La Havane) et l'Ecole de formation syndicale pour les cadres syndicaux (non seulement ceux de Cuba mais aussi ceux de l'Amérique Latine et d'Afrique). Ces visites officielles se faisaient l'avant-midi.

C.B. : Le reste de la journée, on en a profité pour faire des "visites informelles" des principales organisations de masse, dont le Centre de défense de la révolution (CDR) et les Tribunaux populaires, et d'organisations politiques comme les Jeunesses communistes de Cuba (JCC). On a aussi rencontré des gens de l'Union des journalistes cubains et de la Fédération des femmes cubaines.

Q. : *Que veux-tu dire par visites informelles ?*

R.V. : C'était des rencontres imprévues. Les gens n'étaient pas avertis d'avance. On marchait sur la rue, on voyait par exemple une affiche CDR et on entrait. Nous étions par petits groupes de quatre (4). Quand on disait qu'on était québécois et militants syndicaux ou de groupes populaires, on était toujours très bien accueillis. Nous étions très à l'aise pour poser des questions et essayer d'éclaircir ce qu'on ne comprenait pas.

Q. : *Toi, c'était ton premier séjour en Améri-*

que Latine. Qu'est-ce qui t'a particulièrement frappé ?

R.V. : Je ne suis jamais allé dans d'autres pays d'Amérique Latine mais j'en ai déjà entendu parler par des amis qui y sont allés et qui ont dépassé un peu le cadre des hôtels. D'après ce que j'avais entendu, il m'a semblé qu'il y avait très peu de pauvreté à Cuba comparativement au Brésil ou à la Bolivie par exemple. Je n'ai vu personne crever de faim. J'ai aussi été impressionné par la spontanéité des Cubains, par leur accueil chaleureux. J'ai également été frappé par la propreté des rues et des maisons.

C.B. : Moi, j'ai déjà vécu en Amérique Latine. Au premier coup d'oeil, il est frappant de voir les enfants chaussés, bien vêtus, en santé et heureux. Les enfants cireurs de souliers ont disparu, de même que les vendeurs de pacotille au coin des rues et sur les places publiques. A un autre niveau il est remarquable de constater la grande fierté des Cubains pour leur Révolution. Défendre la Révolution, la faire avancer, pour eux c'est synonyme de bâtir un pays, de contrôler une économie,



d'élever leur niveau de vie... On les sent embarqués dans un vaste projet collectif, dont chacun se sent responsable. L'expression "internationalisme prolétarien" qui revient souvent dans leurs conversations, laisse croire que ce grand projet collectif dépasse les frontières de leur propre pays.

Q. : A partir des différents lieux de travail visités, qu'est-ce que vous avez appris ?

C.B. : Moi j'ai réalisé qu'on se fait souvent de fausses idées sur le socialisme. On dit que c'est la société nouvelle, la société de grande liberté et on a l'impression que ça arrive du jour au lendemain sans problème. On dit que c'est le pouvoir aux travailleurs, qu'ils peuvent décider n'importe quoi, n'importe quand... D'aller à Cuba, ça m'a fait atterrir !... A Cuba, il y a encore une hiérarchie dans le travail. Par exemple, à l'usine de métallurgie Cubana de Aciero où il y a 2,500 à 3,000 travailleurs divisés en trois (3) plans de production, il y a encore une administration, des responsables, des représentants syndicaux et des travailleurs ordinaires. Ce qui frappe cependant, c'est que cette hiérarchie, loin d'être autoritaire comme elle l'est en pays capitaliste, s'exerce sur un mode de franche camaraderie. Autrement dit, l'administration a plus un rôle d'organisation du travail que de direction de l'entreprise.

R.V. : Une autre chose bien différente d'ici, c'est qu'il n'y avait pas de travail sous pression. Quand on se promenait dans l'usine avec l'administrateur, les ouvriers n'allaient pas plus vite sur leur machine et souvent ils s'arrêtaient pour mieux nous expliquer le fonctionnement de l'usine. Dans mon usine, c'est une chose impensable ! Quand le boss fait visiter, on a pas un mot à dire même s'il dit des conneries et on doit travailler fort ! Quelqu'un de notre groupe qui connaît bien la métallurgie nous a également fait remarquer qu'il y avait deux (2) hommes par machine et non pas un (1) homme par deux (2) machines comme ça se fait ici. Encore là pas de travail sous pression qui brise la santé.

Q. : Secteur éducation, qu'avez-vous remarqué ?

C.B. : Au niveau secondaire, il y a deux (2) types d'écoles : l'internat et l'externat. Les élèves de l'internat travaillent quotidiennement autant au niveau manuel qu'intellectuel. Ils récoltent par exemple des fruits et des

agrumes. Par contre, les élèves de l'externat vont à la campagne, une fois par semaine durant 45 jours, pour travailler à la coupe de la canne à sucre, à la récolte du tabac ou des fruits. C'est pour eux un excellent apprentissage à la vie du travail. Ça nous est apparu très sain. Il s'agit de les voir en très bonne santé, impliqués dans l'économie et le développement de leur pays, fiers de leur production annuelle.

R.V. : Ce modèle d'école-internat se retrouve dans tout le pays. L'école secondaire que nous avons visitée était située en pleine campagne, entourée d'orangers et de citronniers. Ça nous a semblé un lieu très détendu où il doit être facile d'apprendre et de travailler. Les élèves qui veulent s'y inscrire doivent en faire la demande et ils sont ensuite choisis car les places sont limitées.



Q. : Parlons un peu de votre visite à l'Hôpital psychiatrique.

R.V. : L'Hôpital psychiatrique de la Havane regroupe environ 3,000 patients et 4,800 employés. Ce qui frappe en premier c'est que c'est un immense édifice en largeur (il n'y a pas de bâtisse à deux (2) étages) entouré de champs. Cet hôpital est reconnu mondialement pour ses méthodes de traitement dont la thérapie par le sport et la thérapie par le travail. Nous avons vu des patients dont la responsabilité était la culture d'immenses champs de roses (70,000 rosiers) ou l'élevage de poulets. Nous avons aussi été très impressionnés par une exposition d'oeuvres d'art exécutées par les patients.

C.B. : Concernant l'élevage des poulets (60,000 poulets) c'est le poulailler de Cuba où il y a le moins de perte (à peine 3 o/o). C'est le plus rentable du pays. C'est sans doute dû à la très grande affection que les patients mettent dans leur travail. Quant à l'aspect extérieur de l'hôpital, on ne voit aucun barreau, c'est très propre et très coloré. Il y a aussi des malades qui vont travailler à l'extérieur.

R.V. : Dans la thérapie par le sport, on regroupe les patients selon leurs capacités physiques. Et au fur et à mesure qu'ils s'améliorent, ils ont des activités plus complexes, allant de la simple gymnastique jusqu'au tir du javelot. On suit beaucoup les patients et on les encourage à progresser continuellement. D'autre part la thérapie par le travail ne nous a pas semblé orientée vers la rentabilité économique. On enseigne aussi aux malades le métier de coiffeur(euse) et ils peuvent se pratiquer entre eux. Les malades prennent bien soin de leur apparence physique.

La conclusion de notre groupe après cette visite c'est que les gens qui sont habituellement les moins privilégiés dans une société capitaliste semblent profiter à Cuba de conditions de vie fort saines. J'aimerais enfin ajouter qu'au retour du voyage, dans l'avion, j'étais assis avec trois (3) médecins norvégiens qui revenaient de visiter plusieurs institutions de santé à Cuba et qui disaient que Cuba donnait une leçon au monde entier dans ce domaine.

Q. : Pouvez-vous expliquer davantage ce que sont les Comités de défense de la révolution (CDR) ?

R.V. : Les CDR ont été mis sur pied au début

de la Révolution comme organisation de vigilance pour détecter les contre-révolutionnaires. Après 20 ans, leur fonction a bien changé. On en retrouve actuellement dans chaque quartier. Chaque CDR est organisé par fronts (santé, économie, vigilance, etc.).

C.D. : Sur le "front santé" par exemple, la prévention et le contrôle sanitaires se font dans les quartiers par le CDR en collaboration avec les cliniques de santé. Les programmes de vaccination, les programmes de soin durant la maternité et pour les nouveaux-nés sont également assurés par cette organisation.

Le comité sur le "front économie" pourra quant à lui prendre en charge une campagne nationale pour ramasser des bouteilles vides ou du papier. A Cuba, étant donné les nécessités du développement économique, on essaie d'éviter au maximum le gaspillage. Enfin, le comité de vigilance pourra s'occuper entre autres des délinquants du quartier et de l'absentéisme scolaire.

Q. : Est-ce que les CDR servent également à transmettre les opinions et la volonté du peuple ?

C.B. : Ca se fait surtout par les Assemblées du Pouvoir populaire. Le Pouvoir populaire s'exerce à trois (3) niveaux : municipal, provincial et national. A tous les trois (3) mois, au niveau municipal il y a une espèce de "conseil municipal" dont les conseillers sont élus selon les districts électoraux. Ils sont élus pour une période déterminée mais leur mandat est révocable en tout temps. Ils doivent convoquer leurs électeurs à tous les mois pour rendre compte de leur gestion. Les problèmes concernant les services, l'alimentation, la distribution, l'organisation urbaine du quartier (égouts, eau courante, etc.) sont soumis à l'Assemblée municipale. Si celle-ci ne peut solutionner les problèmes, ceux-ci sont acheminés à l'instance supérieure, soit l'Assemblée provinciale. Les CDR jouent ici un rôle très important en termes de mobilisation et les Cubains participent massivement à ces assemblées.

Q. Avez-vous rencontré des membres du Parti ?

C.B. : Évidemment, on en a rencontré ; il y a 250,000 Cubains qui en sont membres sur une population totale de 9 à 10 millions, ce qui fait une proportion de 1/40. Mais quand on

sait qu'il faut avoir au moins 25 ans pour être militant du Parti communiste cubain et que 50 o/o de l'ensemble de la population a moins de 25 ans, on se rend compte que un (1) Cubain sur vingt (20) peut en principe être membre du Parti. En principe, parce que parmi ceux-là il y a les personnes âgées qui ont maintenant moins de responsabilité. Alors bien sûr on a vu beaucoup de membres. Par ailleurs, on sait qu'on est dans une société en voie de construction du socialisme et que le Parti c'est le grand responsable, que c'est lui qui dirige l'Etat cubain et la société cubaine. C'est ainsi défini dans la Constitution du pays. R.V. : Il faut rappeler que les masses ont un certain contrôle sur le Parti. Par exemple, les militants qui veulent devenir membres ne peuvent poser leur candidature qu'à la condition d'avoir déjà été élu comme travailleur exemplaire par l'Assemblée syndicale de leur Centre de Travail.

Q. : Quant à la question du socialisme, ce voyage vous a-t-il permis d'avancer de nouvelles réflexions ?

R.V. : Le socialisme, ça fait longtemps que j'en entends parler et que j'en ai toutes sortes d'idées. Ce que j'ai vu à Cuba, je trouve ça pas mal formidable ! Je trouve que c'est un système de vie bien meilleur que le nôtre. Les Cubains ont tous la possibilité de dire leur mot via le Pouvoir populaire et les différentes organisations de masse. Ils sont maîtres de leurs usines par leurs syndicats. Ils travaillent fort pas parce qu'on leur pousse dans le dos mais parce qu'ils se sentent responsables d'augmenter la productivité du pays et leur niveau de vie. *Les syndicats là-bas n'ont pas du tout le même rôle qu'ici. A Cuba, ils ont le rôle que les patrons d'ici voudraient que nos syndicats aient. Dans un sens, ils travaillent main dans la main avec l'administration de l'usine. Mais ça se fait dans un tout autre contexte, parce qu'à Cuba les profits ne vont pas dans les poches des boss mais bien à la collectivité. C'est plus motivant de travailler, de donner un meilleur rendement.*

C.B. : Dans un autre ordre d'idées, comparativement à d'autres pays d'Amérique Latine, on retrouve un grand respect pour la propriété publique, les parcs, les arbres. Le transport en commun coûte très peu cher. Que tu payes ou non, tu montes dans l'autobus. Les librairies sont nombreuses et très achalandées.

Au niveau scolaire, le gouvernement fait des efforts immenses. En 1980, tous les Cubains auront une sixième année alors qu'en 1959, 1/6 de la population était analphabète. On vise à ce que tous les Cubains aient une neuvième année scolaire en 1985.

Comme je l'ai déjà souligné, ce séjour à Cuba m'a aussi permis d'atterrir quant à ma conception du socialisme. Bien sûr, une société socialiste exige des transformations au niveau de l'économie, abolit la propriété privée des moyens de production, donne le pouvoir aux travailleurs, assure des transformations sociales importantes (égalité des sexes reconnue, disparition de la discrimination raciale, modification des rapports de travail manuel-travail intellectuel). Mais ce que Cuba nous a fait comprendre, c'est que ces changements ne se font pas du jour au lendemain, de façon a-historique, presque magique.

Visiter un pays après vingt (20) ans de régime socialiste permet de constater les réalisations mais aussi les échecs et certaines contradictions qui existent encore (par exemple, une

échelle de salaire, des stimulants matériels pour les meilleurs travailleurs, etc.). Dans l'ensemble, ça nous permet d'être beaucoup plus réalistes dans l'élaboration d'un projet socialiste au Québec.

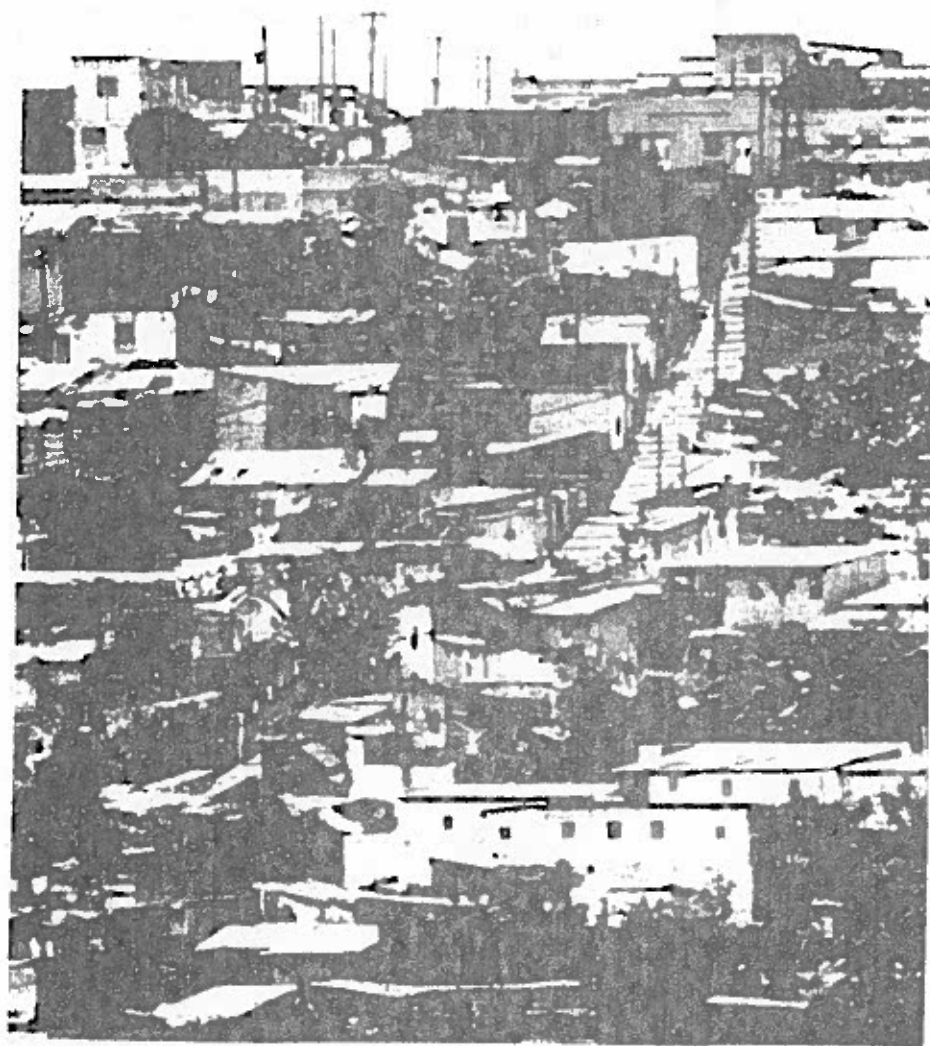
Q. : Y aura-t-il des suites à votre voyage ?

R.V. : Nous allons réaliser un diaporama que nous souhaitons pouvoir présenter dans plusieurs syndicats et groupes populaires (avis aux intéressés !)

C.B. : Une autre façon de donner des suites à notre voyage, c'est d'élargir notre solidarité avec tous les pays d'Amérique Latine qui sont sous la botte des dictateurs. Etre solidaires avec Cuba aujourd'hui c'est être solidaires avec les luttes d'Amérique Latine, luttes qui se mènent contre le capitalisme et l'impérialisme américain. Autrement dit, *la solidarité avec Cuba passe par la solidarité avec les peuples d'Amérique.*

15 février 1979.

GUATEMALA: L'ÉTAT GANGSTER



**ATTENDEZ VOUS AUX CONSÉQUENCES :
COMMUNIQUE D'ACTION DE L' "ARMÉE SECRÈTE ANTI-COMMUNISTE"
- ESA -**

La Commission politique et la Direction suprême de l'Armée secrète anti-communiste, devant le peuple du Guatemala et ses meilleurs enfants principalement officiers de l'Armée, DENONCE ET FAIT SAVOIR : que le gouvernement répressif actuel, secondé par ses subalternes inconditionnels et le ministre de la défense et de l'intérieur, ont déclenché une guerre ouverte contre nos éléments de combat et nos bases. La guerre que nous a déclarée le gouvernement frappe beaucoup de nos meilleurs éléments et nous oblige donc à répondre par la violence envers ceux qui se sont détournés du nationalisme et ceux qui par leur avidité de pouvoir ont collaboré avec eux.

Par conséquent, la décision a été prise d'en terminer avec les dirigeants qui se disent populistes mais qui en fait ne cherchent que des intérêts lucratifs personnels, tout en se vantant d'avoir la direction de notre peuple de classe pauvre qu'ils utilisent pour étancher leur soif de pouvoir. Peu leur importe que notre peuple souffre de la faim et du chômage dans la mesure où ils atteignent leur but. On a vu très clairement que ni la faim, ni le chômage, ni l'emprisonnement, ni les assassinats et la violence ne les arrêtent pour atteindre leur objectif, si bien que les sbires, qui remplissent leurs charges dans le gouvernement paieront leur compte leur moment venu.

Par conséquent le Tribunal suprême de l'ESA a jugé et condamné les lâches et mauvais Guatémaltèques qui sous la direction du pouvoir veulent amener notre peuple à un communisme total : BERNARDO MARROQUIN, ORLANDO GARCIA, ISRAEL MARQUEZ, MIGUEL CIFUENTES, JORGE GONZALEZ, FRANK LARRUE, MIGUEL ANGEL ALBIZURES, EDGAR ORELLANA PAIZ, MARIO NERY BARRIOS et d'autres qui à leur tour seront avisés quand leur temps sera venu.

Sont condamnés également les sbires du gouvernement qui sont largement connus et qui seront mentionnés à leur tour. Par conséquent, le tribunal supérieur de l'ESA leur donne un certain temps pour qu'ils laissent en paix notre peuple du Guatemala et cela ne peut s'atteindre que s'ils abandonnent le pays. Dans cette éventualité la sentence de mort sera révoquée.

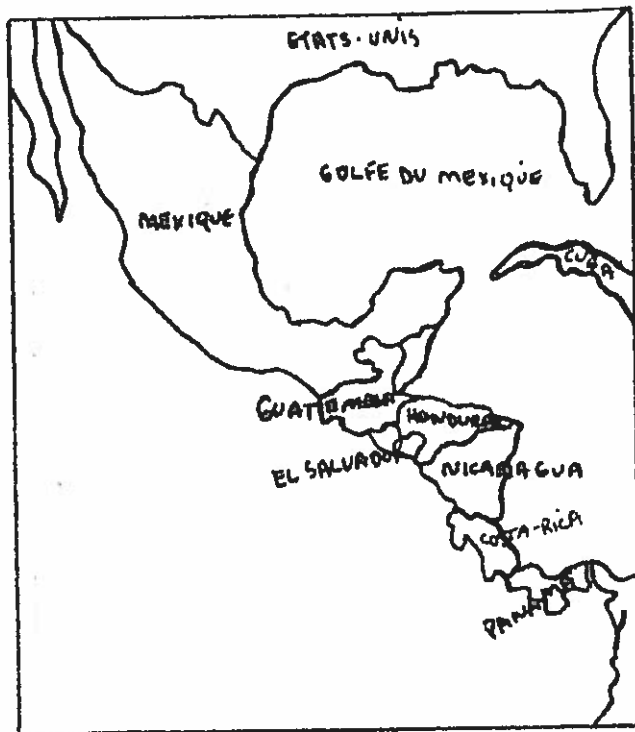
L'ESA informe le peuple du Guatemala de cette décision qui manifeste sa détermination de poursuivre le combat jusqu'à ce que se lève le drapeau de la paix et de la tranquillité au Guatemala.

**AVEC NOTRE FOI EN DIEU ET EN NOTRE PATRIE "LE COMBAT A MORT
CONTRE LE COMMUNISME INTERNATIONAL EST NOTRE UNIQUE
ALTERNATIVE"**

**"MAINTENANT OU JAMAIS"
POUR LA DIRECTION SUPRÊME DE L'ESA**

Guatemala, novembre 1978

Manuel SAGASTUME AZURDIA
Armée secrète anti-communiste



Chacun des communiqués largement diffusés de l'Armée secrète anti-communiste (ESA) ne fait qu'allonger la liste des gens que cette organisation a condamnés à mort. Les neuf personnes mentionnées dans le bulletin no 6 reproduit ici font partie d'une liste de 38 condamnés dont les noms avaient été reproduits dans le quotidien "La Nacion". Quand on sait que 770 personnes ont été assassinées dans les 6 derniers mois au Guatemala et qu'à l'heure actuelle le rythme des assassinats est de 6 à 7 personnes par jour, on comprend vite que ce petit communiqué ne profère pas seulement des menaces à prendre à la légère. En général, au moins une personne de la liste publiée est assassinée dès le lendemain de la parution du communiqué. C'est donc peu dire que de dire que la mort est quotidienne au Guatemala. Le climat de terreur est d'autant plus grand que les communiqués comme celui-ci sont très largement diffusés et que les quotidiens à fort tirage les reproduisent. Un citoyen guatémaltèque peut ainsi apprendre dans son journal du matin qu'il va être tué dans les jours qui suivent. En général il ne s'agit d'ailleurs pas de n'importe quel citoyen.

DES ASSASSINATS SÉLECTIFS

A la lecture du communiqué on pourrait croire que le gouvernement guatémaltèque est le premier visé et qu'il fait le jeu du "communisme international". En fait, comme on s'en doute, les personnes assassinées sont toutes des personnes qui d'une manière ou d'une autre s'opposent au régime militaire en place du général Lucas Garcia. En premier lieu figurent bien entendu des dirigeants syndicaux. Depuis deux ans, trente des meilleurs dirigeants syndicaux ont été tués et, sur les assassinats récents, on ne compte plus le nombre de cadres et de militants syndicaux.

Il est de notoriété publique que l'Armée secrète anti-communiste, comme une dizaine d'autres organisations clandestines para-militaires, travaillent main dans la main avec le gouvernement militaire. Il n'est pas rare que les auteurs des attentats utilisent ouvertement des voitures officielles du gouvernement. Ces organisations qui apparaissent et disparaissent au fil des ans portent toutes des noms éloquentes: "La Main Blanche", "Oeil pour Oeil" "Escadrons de la mort" etc. Quel que soit leur nom et quelle que soit leur durée, ces organisations ont toutes pour but de détruire le mouvement populaire qui conteste le gouvernement.

L'un des condamnés figurant dans le communiqué reproduit ici, Miguel Angel Albizures, était dernièrement de passage à Montréal au cours d'une tournée dans laquelle il a dénoncé la répression sauvage qui règne dans son pays. M. A. Albizures est secrétaire général du Comité national d'unité syndicale (CNUS) et secrétaire général adjoint de la Centrale nationale des travailleurs (CNT). Quand on sait qu'en l'absence d'une réelle opposition politique démocratique, le CNUS représente l'aile la plus avancée de la contestation dans le mouvement populaire, on comprend que Miguel Angel soit sur "la liste", comme beaucoup de militants de ces organisations. Pour faire une comparaison qui frappe les esprits — et surtout les bonnes âmes en quête d'actions humanitaires — M. A. Albizures disait que les assassinats ont fait depuis 12 ans environ 20 000 morts c'est à dire autant que le tremblement de terre de 1976 dont on a tant parlé au Canada et dans le monde.

Ces chiffres ne sont contestés par personne

et pas même par le gouvernement (qui les met bien sûr, sur le compte de la terreur "qui a toujours existé au pays"). De plus en plus d'organisations à travers le monde, dont Amnistie Internationale, les confirment et dénoncent directement les militaires du général Lucas. Le massacre de cent paysans qui, dans la région de Panzos, s'insurgeaient contre l'expropriation de leurs terres en mai dernier montrait très clairement jusqu'où le gouvernement peut aller pour mater toute opposition à ses politiques.

Car comme on l'a dit, c'est le mouvement populaire qui est visé. En ce moment, par le meurtre systématique de ses dirigeants, le gouvernement cherche à le décapiter complètement.

Entre octobre et décembre derniers plusieurs dirigeants syndicaux importants étaient assassinés. L'un, Castañeda de Leon, était leader d'un syndicat étudiant, un autre, Solorzano, était militant du syndicat de la sécurité sociale et également leader étudiant. Un autre encore était l'un des dirigeants du Syndicat de la Coca-Cola, syndicat particulièrement combatif et dont la lutte avait suscité la création du CNUS en 1976. Le trésorier de ce même syndicat Pedro Quevedo devait aussi tomber sous les balles. Actuellement le secrétaire général de la CNT, Israel Marquez est réfugié à l'ambassade du Venezuela. Se sachant sur la liste noire et ayant déjà survécu à deux attentats, I. Marquez ne vivait plus chez lui depuis quelque temps. Le résultat est qu'un couple de ses amis qui occupaient sa maison ont été assassinés à sa place... par erreur. D'autres dirigeants encore doivent se cacher ou s'exiler, ce qui ne favorise pas l'action du mouvement populaire.

Dernièrement, en assassinant le mois dernier Alberto Fuentes Mohr, les groupes terroristes à la solde du gouvernement ont commis une bavure qui a ébranlé l'opinion internationale. A. F. Mohr, ancien ministre, député, était dans l'opposition au gouvernement. Il venait de créer un parti social démocrate quand il a été assassiné. De plus Mohr était un économiste connu et ancien fonctionnaire international. Son assassinat a donc suscité une levée de protestations et mis dans l'embarras le gouvernement du général Lucas directement tenu responsable.

Plus aucun doute maintenant que la terreur "si courante" au Guatemala est bien téléguidée par ceux qui ont le pouvoir. Pour ceux

qui se demanderaient pourquoi les militaires au pouvoir ont une telle rage à la vue (et la vie) de tout opposant, quelques données sur le Guatemala peuvent avancer des éléments de réponse.

— Le Guatemala pays de 6,2 millions d'habitants vit principalement de l'agriculture d'exportation (canne à sucre, banane, café, coton) et est un des domaines réservés de l'empire de la United Fruit.

— Le Guatemala s'est découvert des richesses minières surtout en nickel et en pétrole dont l'exploration et l'exploitation est assurée par des compagnies multinationales. Parmi celles-ci, l'entreprise canadienne INCO a une place importante. C'est pour exploiter ses mines que le gouvernement a exproprié les paysans de Panzos, occasionnant le massacre dont il a été question plus haut. On doit se rappeler que l'INCO a mis à pied 3 500 travailleurs en Ontario au moment où ses engagements se faisaient plus précis au Guatemala. Il faut dire que les conditions d'exploitation lui sont plus favorables dans ce pays : *alors qu'actuellement à Sudbury ses travailleurs sont en grève depuis 6 mois, l'INCO a obtenu que ceux du Guatemala (au nombre de 750) n'aient pas le droit de se syndiquer.* Quand on ajoute à cela les bas salaires et l'appui inconditionnel de l'Etat pour réprimer très "radicalement" toute contestation, on comprend que ce soit plus intéressant au Guatemala. C'est une logique qu'on commence d'ailleurs à bien connaître. Cela ne rappelle-t-il pas la Noranda au Chili, la Falconbridge en République Dominicaine et ailleurs... et ailleurs.

— Depuis le renversement en 1954 du gouvernement d'Arbenz qui avait donné espoir aux masses populaires par des mesures sociales à leur avantage, le Guatemala est gouverné par des militaires. Sous une façade démocratique de parlementarisme, les militaires se maintiennent au pouvoir. Aux dernières élections, on a compté 80 o/o d'abstentions réelles. A ces élections comme à toutes les autres plusieurs partis étaient en lice mais tous les candidats étaient des généraux (du parti de la Démocratie chrétienne jusqu'au parti d'extrême droite !). Déjà en 1954, le coup d'état qui a renversé Arbenz était téléguidé par les Etats-Unis et ses multinationales dont surtout la United Fruit (rappelons-nous le rôle d'ITT au Chili). Encore aujourd'hui les Etats-Unis (et le Canada) ont tout intérêt à soutenir les

militaires au pouvoir.

— En effet, en plus des investissements qu'ils y ont, les Etats-Unis considèrent avec raison que le Guatemala est un pays clé en Amérique Centrale. Son importance est stratégique au plan militaire (forte participation dans le Conseil de défense de l'Amérique Centrale lié aux Etats-Unis), au plan économique et au plan énergétique. A ce dernier niveau, avec le projet de construction d'un oléoducte qui pourrait faire transiter rapidement le gaz d'Alaska vers la côte est des Etats-Unis), le Guatemala s'inscrit dans un vaste plan énergétique qui vise à ravitailler les USA en pétrole et en gaz naturel pour les prochaines décades. Dans ce plan, autant le contrôle de la production par les multinationales que des routes de ravitaillement (canal de Panama, oléoducte

du Guatemala, oléoducte Mexique-Sud-USA, oléoducte trans-canadien) sont très minutieusement prévus.

— Dans ce pays dominé par les multinationales et leur tuteur impérial, les USA, le mouvement populaire n'a jamais perdu de sa combativité. Actuellement comme on l'a vu, c'est avec l'unité dans le mouvement syndical que le mouvement a trouvé sa plus grande cohésion et capacité d'action.

Dans une région d'Amérique Centrale où 3 pays sur 5 sont gouvernés par des régimes militaires autoritaires, on a parlé beaucoup du Nicaragua où le peuple paraît mener la dernière lutte pour renverser le dictateur Somoza. On a moins parlé du Salvador et du Guatemala. Il faut s'attendre maintenant à en entendre parler.



L'EGLISE QUI SORT DE PUEBLA EST UNE EGLISE DIVISEE

Carl Lévesque de l'Entraide Missionnaire était à Puebla lors de la visite du Pape et pendant toute la durée de la Conférence. Proche du courant de la théologie de la Libération, il nous a livré ses impressions de cette conférence qui a été appelée par *La Presse* "un nouveau Vatican II".

— COMMENT AS-TU PERCU LES DISCOURS DE JEAN-PAUL II AU MEXIQUE ?

Quand on entendait dire, dans les premiers discours du Pape, qu'il ne fallait pas s'engager dans le monde, que quand vous le faites, c'est parce que vous avez des problèmes de vocations, quand il disait qu'il fallait retourner aux sermons, au chapelet, quand on l'entendait parler de Marie, les gens tombaient à la renverse. On savait qu'il allait être "briefé", mais pas à ce point là ! C'était dramatique !

Je pense au grand scandale produit par le pape quand il est allé parler aux religieux et religieuses : pas un mot sur les 300 martyres religieux d'Amérique Latine, au contraire il disait que l'engagement temporel, ce n'est pas bon. Ils étaient scandalisés.

Mais il s'est ressaisi. Quand il va chez les Indiens à Oaxaca et chez les ouvriers à Monterrey, il fait là deux de ses plus beaux discours. Il paraît qu'il les a changés lui-même. Enfin la dernière partie du discours d'ouverture où il parle des droits de l'Homme, du respect de la Justice, là il défonce la Droite qui commence à être craintive.

En somme, les discours du Pape ont été des coups de poing dans les côtes de la théologie

de la Libération mais, des coups qui sont passés à côté.

— LA CONFERENCE EPISCOPALE LATINO-AMERICAINE (CELAM) DE PUEBLA, QUI L'A PREPAREE ET DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ?

Depuis deux ans, le Secrétariat préparait Puebla. Le Secrétariat du Celam avait à sa tête un bonhomme qui s'appelle Lopez Trijillo qui est aumônier de l'Armée de Colombie. Pour te donner une idée du bonhomme : quand il a été nommé évêque, tous les prêtres de son diocèse ont fait une grève — ce qui ne s'était jamais vu. Ils ont écrit à Rome pour dénoncer ce choix, il a été nommé quand même...

— ... ET DANS LE PORTRAIT, IL Y A UN NOMME ROGER VEKEMANS ?

C'est ça, Trijillo est l'homme de Vekemans, Vekemans qui a été au Chili, qui a fui l'Unité Populaire, qui reçoit de l'argent de l'Allemagne de l'Ouest. C'est l'Allemagne de l'Ouest qui a payé toutes les dépenses à Puebla.

— QUAND TU DIS QUE C'ETAIT PAYE PAR L'ALLEMAGNE DE L'OUEST, TU PARLES DE LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE ?

Oui, c'est la Démocratie-chrétienne. Mais ce qui est nouveau, elle ne parle plus de troisième voie (ni capitalisme, ni socialisme). Elle parle de la dignité de l'Homme : Vekemans, lui, s'occupe du Sacré-Coeur. On n'ose plus parler d'une troisième voie politique, elle n'a

pas de place. Elle a échoué au Chili, on peut dire qu'elle a échoué au Vénézuéla, alors qu'est-ce qui reste ? Il reste la dignité de l'Homme... il reste enfin Carter



Dans un sens, il faut voir toute la préparation de cette conférence sur l'arrière-fond de la Trilatérale (cf. Annexe).

On cherche une voie équilibrée entre les régimes de la Sécurité Nationale (régimes d'exception) qu'on va réprouver, et le libéralisme. Pour moi, ce n'est pas insignifiant que le Pape soit passé en République Dominicaine et que la conférence ait eu lieu au Mexique. Dans ces pays, ce sont des dictatures "à visage humain", des dictatures où l'on fait des élections pour la façade.

C'est ce chemin, entre le libéralisme et le fascisme ouvert, qu'on propose. C'est de sauver ce qui peut être sauvé.

— QUAND TU DIS QU'IL N'Y A PAS DE PLACE POUR UNE TROISIEME VOIE, QUELLE SERAIT LA POSITION DU PAPE ET Y A-T-IL UN RAPPORT AVEC LA POLITIQUE DES DROITS DE L'HOMME DE CARTER ?

Le pape, sa position c'est d'être au dessus des idéologies, une espèce d'idéalisme où on défend les droits de l'Homme. Carter laisse faire les "aides militaires", mais il parle des droits de l'Homme. Le Pape, l'Eglise laisse faire les nonces apostoliques (diplomates de Rome) et leurs complicités avec les régimes d'extrême-droite, fascistes, mais on défend les droits de l'Homme.

— POUR REVENIR A LA PREPARATION DU CELAM, ENFIN DE PUEBLA, COMMENT S'Y EST-ON PRIS ?

La conférence a été très bien planifiée, pendant près de deux ans. Puebla a été beaucoup mieux préparé que Medellin. Le Secrétariat a envoyé un document de travail qui a été préparé par les anciens gars de Veke-mans au Chili, comme Bigo.

Pour eux, l'Amérique Latine, c'est la même chose que les pays industrialisés, mais quelques crans plus bas. Ce qu'il s'agit de réaliser, c'est l'intégration, l'industrialisation qui va se faire. Pour eux, l'industrialisation crée un choc culturel, alors le problème de l'Amérique Latine, c'est le problème de l'adaptation à la civilisation.

En mots d'Eglise, c'est le problème de la sécularisation d'un continent chrétien. Pas un mot des pauvres, pas un mot des masses ; les masses devront bien s'adapter !

— COMMENT CE DOCUMENT DE CONSULTATION A-T-IL ETE RECU ?

Il a été rejeté partout, partout, partout. Alors ils ont été atterrés. Ils avaient demandé aux conférences épiscopales (c'est l'Assemblée des évêques d'un pays) de faire connaître leur réaction à ce document. De là est né le deuxième document qui était fait de parties, de bout de réponses des conférences. Ensuite en annexe, il y avait des questions qui étaient lancées sur les multinationales, sur les martyres, etc.

— PENDANT LA CONFERENCE ELLE-MEME, COMMENT CELA A FONCTIONNE ?

Il faut d'abord parler de la composition de la Conférence. Il y a eu des manoeuvres incroyables. Le Secrétariat avait dit que la représentation serait d'un évêque pour cinq, par pays. On a dit à l'Eglise brésilienne, vous êtes trop nombreux avec vos 300 évêques, pour vous ce sera 1 pour dix tandis qu'un pays comme Haïti qui compte 7 évêques avait 3 évêques à Puebla. Je ne sais pas ce qui s'est passé au juste, mais il est clair que ça n'a pas été des vraies élections. Trop de gens ont été écartés. Un exemple parmi d'autres : Samuel Ruiz, un évêque mexicain qui avait été un des grands ténors de Medellin, n'était pas à Puebla.

Ensuite, dans ce genre de conférence, les évêques sont des pasteurs auxquels s'adjoignent des théologiens. Tous les théologiens latino-américains, tous les théologiens valables qu'on appelle les théologiens de la Libération, avaient été écartés.

A la place, c'était des gratte-papier, des gens de 5^{ème} ordre. Bigo est un gars qui a été célèbre en France en 1945 pour avoir écrit *Marxisme et Humanisme*, depuis lors il reprend un manuel de doctrine sociale de l'Eglise qui n'est lu par personne. C'est lui qui était une des Lumières là-bas.

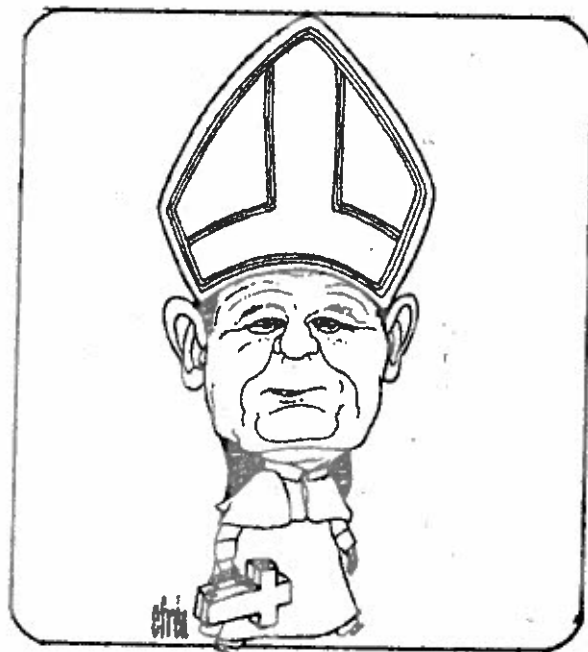
Dans cette situation, les évêques se sont nommés des conseillers privés, ainsi les théologiens de la Libération ont pu faire passer leurs thèmes aux commissions par les évêques. Puis après deux jours de ce manège, je ne sais de quelle manière, ils ont pu pénétrer à l'intérieur de la Conférence.

— LE DOCUMENT QUI SORTIRA DE LA

CONFERENCE DE PUEBLA, QU'Y TROUVERA-T-ON ?

A un certain moment, on a compris que la teneur du document allait vers une prise de position pour les pauvres — pauvres pas dans le sens de la littérature pieuse mais les Indiens, les Afro-américains, les prolétaires qui se battent pour avoir des syndicats — contre les multinationales, contre la dépendance des pays sous-développés, pour la condamnation des régimes de Sécurité Nationale. Le 1^{er} document qui appelait les choses un peu trop par leur nom n'a pas passé. La deuxième version sera plus feutrée.

Nous sommes dans le contexte d'une Eglise divisée. Il y avait au moins une dizaine d'évêques ou cardinaux qui sont généraux d'Armée. Par exemple, sur les conflits qui se passaient au Salvador, alors que Romero défendait les prêtres — on venait d'assassiner un prêtre et quatre enfants et d'expulser quelques prêtres — il y avait un évêque qui disait que l'Etat salvadorien avait le droit de prendre tous les moyens pour tuer les communistes qui s'affichent chez eux. L'épiscopat argentin qui n'a jamais entendu les témoignages des mères argentines qui arrivaient à Puebla avec des documents : 13,000 disparus, qu'est-ce que vous en faites ? Les évêques argentins n'ont jamais paru à aucune conférence de presse, dans la Conférence, ils voulaient que tout soit condamné.



Dans un tel contexte, il est heureux que les documents soient inégaux, ça correspond à la réalité d'une Eglise divisée.

Les communautés de base sont des communautés ecclésiales qui sont embranchées sur les organisations populaires d'Indiens, de paysans, de travailleurs. Un évêque divise tout son diocèse en communautés de base. Les évêques de droite disaient que c'était un nouveau mouvement, un peu comme l'Action Catholique, dont on va s'occuper. Les autres disaient, non, c'est un nouveau concept d'Eglise où c'est la base qui forme l'Eglise et non pas les élites locales. Je pense que beaucoup d'évêques d'Amérique Latine ont été convertis par ce mouvement.

Un évêque brésilien me racontait que dans le nord du pays, ils ont été obligés de mettre sur pied une "Pastorale de la Terre" parce qu'ils se sont rendus compte que non seulement on volait les terres des Indiens mais qu'on les tuait et ensuite on prenait des gens du sud, sans papiers, on les envoyait travailler dans le nord pendant 6 mois et qu'ensuite on les tuait pour ne pas les payer. Alors quand des évêques voient ça, ils changent de bord.

L'Eglise qui sort de Puebla, c'est une Eglise divisée. C'est clair qu'il y a des évêchés, des conférences épiscopales qui ne vont pas mettre ça en pratique. Par contre, ces textes légitiment, donnent de l'élan à l'autre Eglise.

ANNEXE

LA TRILATERALE

"Si nous divisons le monde en rapaces et en leurs victimes, les propositions avancées par la Trilatérale sont de ce point de vue une initiative des rapaces".

Richard Falk, Université de Princeton.

Les Rapaces

David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, avait avancé l'idée de la création d'un organisme non gouvernemental qui réunirait les personnalités privées les plus influentes de l'Amérique du Nord, de l'Europe et du Japon. Cette idée fut approuvée en 1972 à la conférence de Bilderberg.

84 américains, 92 européens et 72 japonais figurent sur la liste de membres de juillet '77. Son comité exécutif se compose de 35 membres. Z. Brzezinski, avant d'être nommé adjoint au président des E.U., fut directeur et théoricien de la Trilatérale.

Pourquoi la trilatérale ?

"Le système des relations internationales va vers une transformation radicale, ce qui se traduit par toute une série de crises... Les affrontements au sujet des moyens à appliquer pour conserver les principaux éléments intérieurs du vieux système risquent de conduire à sa désagrégation complète." Trialogue, no. 6, hiver 74-75.

"Au fur et à mesure de l'accroissement de l'interdépendance des économies nationales des pays les plus importants, la coordination devient de plus en plus nécessaire. Les fonctionnaires chargés de questions

économiques, ceux au moins des pays les plus importants, doivent non seulement savoir diriger les rapports économiques inter-étatiques, mais aussi avoir la mentalité nécessaire pour gérer l'économie mondiale dans son ensemble".

Triangle Paper, no. 11, 1976

La trilatérale et les multinationales

La Trilatérale pose constamment, dans ses rapports, la question de l'institution d'un organisme supranational capable de protéger les multinationales contre la menace de nationalisation de leurs biens dans les pays où elles ouvrent des filiales. Un de ces rapports qualifie d'"anomalie" l'état de choses actuel.

Quelques propositions de la trilatérale réalisées

Abandon du système monétaire de Bretton-Woods, le 1er avril '78 par le Fonds Monétaire International.

Conférences des 20 plus importants pays à Rambouillet, Porto-Rico et Bonn.

Dans son dernier rapport de 1978, la Trilatérale propose d'aiguiser les divisions entre l'URSS et la Chine "pour rendre le monde communiste favorable aux valeurs de l'Occident". C'est la visite de Deng-Tsiao-Ping aux E.U. et au Japon.

PEROU:

COMMENT FUCKER UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Le 6 janvier, le Gouvernement Révolutionnaire (!) du Pérou déclarait l'état d'urgence et suspendait les droits civils pour 30 jours à l'étendue du pays. Que se passait-il pour qu'il agisse ainsi ?

A la fin de l'année '78, le gouvernement annonçait une nouvelle hausse des prix des denrées de base et des biens de consommation courante tels l'électricité, le pétrole, le gaz naturel, l'eau, le transport en commun, etc. Ceci était annoncé à un moment où le peuple péruvien était déjà acculé au mur, subissant les compressions économiques exigées par le F.M.I., bailleur de fonds du gouvernement.

Poussée par sa base, la Confédération générale des travailleurs péruviens, dont les dirigeants sont surtout du Parti Communiste, ripostait en annonçant une grève générale nationale pour les 9, 10 et 11 janvier. Cette annonce, faite à contre-cœur et pour répondre à des pressions populaires, paraissait 3 semaines à l'avance. Les analyses de certains groupes péruviens de gauche indiquent que les dirigeants de la C.G.T.P. espéraient provoquer un coup d'Etat en vue de remplacer le gouvernement actuel par une coalition A.P.R.A. * - P.P.C. * - autres militaires. Au minimum, la C.G.T.P. voulait améliorer son rapport de force vis-à-vis d'autres groupes mais surtout l'A.P.R.A., car il y a des élections prévues pour 1980 et on est censé à ce moment réinstaurer une démocratie bourgeoise.

Le gouvernement, "considérant cette grève comme politique et subversive, comme visant la déstabilisation de l'économie et comme jouissant d'appuis internationaux", décréta l'état d'urgence, suspendit les droits reconnus dans la Constitution et interdit "les publications à circulation limitée qui ne sont pas des

journaux d'actualité" c'est-à-dire toutes les publications opposées au régime. Ces trois semaines de délai ont permis au régime de mettre en place son système répressif, et, suite au décret, d'arrêter plusieurs des dirigeants de gauche les plus combattifs et effectivement d'interdire les revues de gauche.

Après 24 heures de grève, la C.G.T.P. voyant que le mot d'ordre n'avaient été que partiellement suivi, et invoquant particulièrement l'abstention des syndiqués de banques (ce qui était inexact) demanda à ses syndiqués de rentrer au travail. Qu'est-ce qui a motivé cette abstention ?

La C.G.T.P. avait annoncé la grève pour une durée de trois jours. Mais la loi péruvienne permet le renvoi de tout employé qui s'absente de son travail sans raisons valables pour plus de 48 heures. A Lima, les chauffeurs d'autobus, ayant déjà vécu une expérience semblable l'année d'avant et craignant, à juste titre, de perdre leurs emplois, se sont rendus au travail pendant ces trois jours. L'autre élément combattif manquant à l'appel, ce furent les professeurs et les étudiants. Ceux-ci contestaient déjà depuis plusieurs mois. Disant qu'il existait un climat d'agitation politique, le gouvernement a décrété la fin de l'année scolaire dès le 5 janvier, fermant ainsi tous les écoles, lycées, collèges et universités et démobilisant d'un coup un grand nombre de militants. Dans des périodes d'état d'urgence, la loi prévoit que toute rencontre de plus de trois personnes constitue un regroupement illégal, donc professeurs et étudiants se retrouvaient effectivement bâillonnés. Dans certains endroits du pays, tel Ayacucho et Cuzco, les affrontements n'ont pas manqué, mais la grève n'a pas eu l'impact



qu'elle aurait dû et aurait pu avoir.

La suspension des droits civiques a quand même été maintenue pendant les 30 jours mais nous ne savons pas s'il y a eu extension de l'état d'urgence ni si le gouvernement a instauré un couvre-feu, ce que les Péruviens craignaient. Nous espérons pouvoir fournir plus

de renseignements dans un prochain numéro du Bulletin.

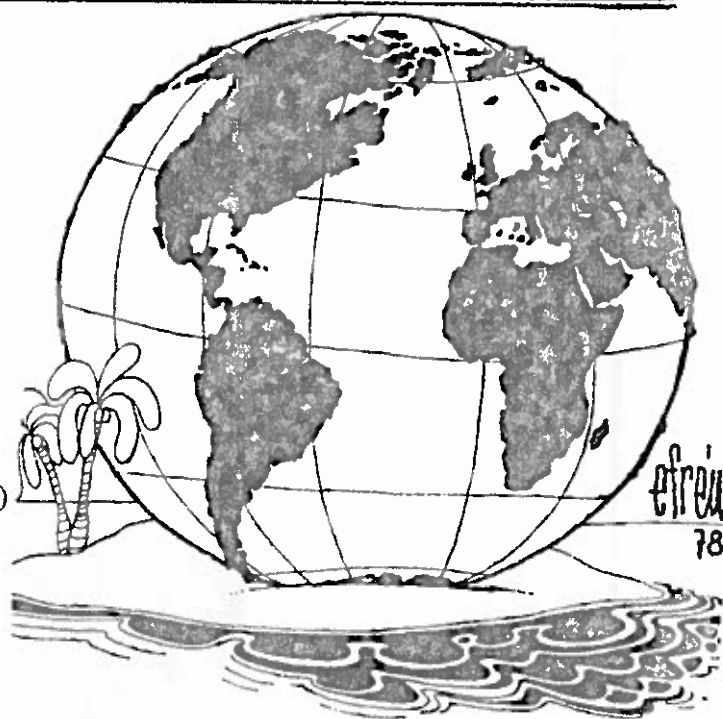
* *A.P.R.A. : Alliance populaire révolutionnaire américaine, fondée en 1924 par Raúl Haya de la Torre. Il s'agissait d'un front anti-impérialiste. En 1927, elle se transforme en parti avec un programme réformiste national au même moment où les partis politiques péruviens de gauche adhèrent à la III Internationale. En 1931, le parti propose un plan insurrectionnel contre la dictature militaire. Il jouit à ce moment de l'appui des masses populaires même si son programme est toujours réformiste. Ce plan aboutit à un massacre, ce qui entraîne une scission entre le parti et les militaires. Avec le temps, les dirigeants poussent le parti plus à droite et vers la fin des années '60, il perd sa base. Dans les élections à la "Constituyente" (se voulant l'équivalent de notre Assemblée Nationale et qui a comme tâche principale d'écrire une Constitution) en '78, l'A.P.R.A. fait élire 37 sur 100 représentants ; Haya de la Torre en est le Président. Mais qui avait droit au scrutin ? Pas les analphabètes qui forment 43 o/o de la population ; les partis de gauche étaient interdits et leurs leaders en exil ou emprisonnés.*

* *P.P.C. : Parti populaire chrétien, parti de droite lié aux multinationales.*



VERS UNE ALLIANCE DES DICTATURES DE L'HEMISPHERE SUD

(D'après *The Guardian*, 10 janvier 79)



Depuis un an, les liens économiques, militaires, politiques se sont nettement resserrés entre les régimes fascistes d'Afrique du Sud, d'Argentine, du Chili, d'Uruguay et du Paraguay. Cette alliance, d'ailleurs fortement encouragée par les Etats-Unis, se situe dans le contexte de la montée des mouvements de libération en Afrique et des menaces d'embargo de l'O.N.U. à l'égard de l'Afrique du Sud. Ainsi, récemment, l'Afrique du Sud achetait à l'Argentine deux frégates de 1 200 tonnes fabriquées en France, contournant ainsi facilement l'embargo français. On a créé récemment une Chambre de Commerce Afrique-du-Sud-Argentine pour promouvoir les échanges.

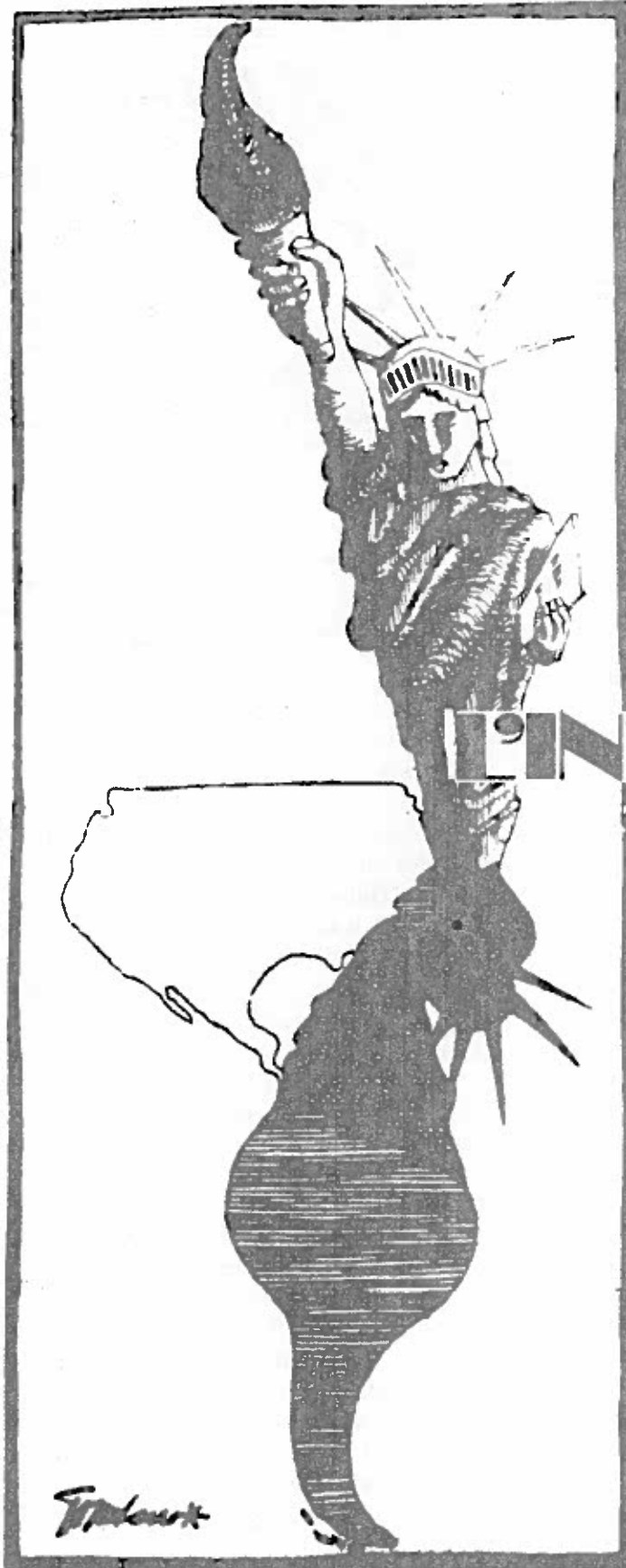
En novembre dernier, le *Financial Mail* de Johannesburg notait une vive remontée du commerce entre le Chili et l'Afrique du Sud. "Le Chili offre maintenant d'excellentes occasions d'investissement pour les compagnies sud-africaines" précisait le journal qui ajoutait que les relations entre les deux pays ne sont pas que commerciales puisque l'Afrique du Sud a délégué un attaché militaire à son ambassade de Santiago et que celui-ci y est très actif.

D'ailleurs la stratégie d'alliance de l'Afrique du Sud avec l'Amérique Latine est avant tout militaire. Il y a eu au cours des deux der-

nières années de nombreux échanges d'experts militaires. En mars 1978, le général en chef de l'aviation d'Afrique du Sud déclarait à l'occasion d'une cérémonie de l'aviation chilienne que "l'Afrique du Sud a beaucoup à apprendre du Chili dans la lutte contre le communisme". Au même moment, le mouvement de libération de la Namibie (SWAPO) dénonçait la présence de troupes de combat chiliennes parmi les forces d'occupation sud-africaines.

En août '78, Piet Botha, alors ministre des Affaires étrangères, déclarait au cours d'une visite en Argentine, au Paraguay et en Uruguay que son pays était favorable à tout type d'alliance avec les pays occidentaux "pour la défense commune contre un ennemi commun". Il y fut question d'un *Traité de Défense de l'Atlantique Sud*, projet moussé depuis longtemps par l'OTAN et remis à l'honneur depuis la libération de l'Angola. Déjà des accords secrets ont été signés entre l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Argentine en 1976. L'Afrique du Sud a triplé ses installations navales à Simonstown, la plus grande base de l'hémisphère sud. "Elle est au service de l'Occident", dit Piet Botha.

CONTRE-INFORMATION



**notre
menu
quotidien:**

L'INFORMATION
"all dressed"

CONTRE-INFORMATION

PETIT CONTE EN GUISE D'INTRODUCTION : LES IDEES, COMME ELLES VONT.

Candide, un soir, ayant beaucoup voyagé, imagina de faire un livre pour renseigner ses concitoyens sur ce qu'il avait vu en dehors de leur canton. Après quelques mois, le livre fut pondu. Ça s'appelait "le Monde comme il va", c'était plein de renseignements, produits d'une observation patiente et honnête, mais c'était ni drôle ni touchant. Le monde comme il va, selon Candide, n'est ni drôle ni touchant. Ça parlait très précisément d'oppression de classe ; il n'y avait pas de cadavres sanglants (comme à Téhéran) ni d'enfants livrés à un sort affreux et tragique (comme au Cambodge). Ça parlait des antipodes, mais il n'y avait pas d'exotisme (comme en Inde) : on y apprenait que le canton et les antipodes appartiennent aux mêmes puissances économiques, et que le confort du canton est acquis par la misère des antipodes.

Candide, donc, fit imprimer son livre, rapporta chez lui les caisses produites par l'imprimeur, et plaça une petite annonce dans *La Presse* : "le Monde comme il va, pas d'histoires, cinq piastres." En deux mois, il vendit

quatre copies à des curieux et sept à des policiers. Par bonheur, un des curieux (et les sept policiers) connaissait le Comité Québec-Chili. Méditant qu'il serait bien content de trouver quelque part un livre sur "les Idées, comme elles vont", Candide résolut entre-temps de travailler au Comité parce que là, avec beaucoup de peine, une dizaine de personnes parvenaient à faire lire plus de 800 exemplaires d'un petit bulletin.

C'est ainsi qu'un beau matin Candide se présenta chez un respectable libraire avec six petits bulletins pour lesquels il demandait un coin d'étagère, aux conditions commerciales ordinaires. Fort affable, le libraire lui parla de son commerce pendant dix minutes et finit par lui dire : "Alors, franchement, si je mets ça sur mes tablettes, vous ne pensez pas que ça va donner un drôle d'air à ma boutique ?" Candide, en philosophe, se dit que le libraire avait raison : le Bulletin n'était guère plus drôle ni plus touchant que son livre, et même affichait ses renseignements trop crus dès la couverture. "Au fond, se dit-il, ce libraire est bien gentil : il veut me dire que je n'ai pas compris les *civilités de l'information*. Pourtant, si nous devons tous faire comme Denise Bombardier, les gens du canton ne seront jamais renseignés !"

LES GENS, COMME ILS PENSENT

Ce que Candide n'avait pas encore compris, c'est que les gens du canton sont très bien renseignés. C'est pour ça qu'ils n'ont aucune envie d'acheter "le Monde comme il va" et que les librairies où s'affiche le Bulletin ont un drôle d'air. Pour être renseignés, les gens n'ont pas besoin d'écouter Denise B-52. D'ailleurs, c'est pour ça qu'ils la trouvent bien : elle leur dit des choses qu'ils savent déjà vraies et estimables. La télévision leur dit-elle des choses différentes quand elle parle de la Rhodésie, de M. Barre ou de la protection du consommateur ? Leur dit-elle des choses différentes quand elle leur montre des divertisse-

ments, des sports, ou de la publicité ? Non, et c'est pour ça que les gens savent si bien d'avance comment va le monde. Il y a même un film sur le journaliste idéal : toujours présent aux "événements", toujours "véridique", toujours du côté du "bien". C'est *Superman*...

D'ailleurs, le monde comme il va, les gens ne le connaissent pas seulement par la télévision, par *La Presse* ou par d'autres divertissements. Ils le connaissent de la même façon à l'école ou à l'église, en littérature ou en science : la science, c'est ce qui leur apprend comment le faire marcher... comme il marche. L'idéologie dominante, c'est ce qui domine dans tout ça. Face à ça, parler d'oppression de classe, c'est faire de l'idéologie dominée. Le "renseignement", ça n'existe pas.

LE RENSEIGNEMENT COMME PRATIQUE ÉCONOMIQUE

Ce qui n'existe pas, c'est que Candide ayant voyagé renseigne directement ses concitoyens, autrement que pour leur dire ce qu'ils savent. Il faut toujours passer par Radio-Canada, sinon pour la diffusion, du moins pour la vision du monde. En d'autres termes, tout l'appareil d'information (librairie, TV, école, etc.) fonctionne essentiellement *verticalement*. Il n'y a pas de circulation horizontale de l'information, sinon en conformité avec la vision du monde dominante. A l'échelle de la planète, l'information est "cueillie sur les lieux", acheminée à ces organismes centraux et "distribuée au public" par la pyramide des media. Comme les hamburgers MacDonald, l'information est un produit fabriqué centralement.

Au coeur de la pyramide mondiale de fabrication de l'information se trouvent les *agences de presse*. Chaque agence dispose d'une armée de correspondants locaux distribués à travers le monde. Leurs informations sont transmises à des bureaux, dans les capitales,

où les journalistes de l'agence les refabrient et les complètent par leurs propres enquêtes. Le produit fabriqué est acheminé par câble au bureau central (ou à un bureau intermédiaire). Là, les divers produits des bureaux régionaux sont assimilés, sont moulés au "format" idéologique de l'agence et à "l'intérêt du public" (pour l'information comme divertissement) et sont reformulés en un "produit fini". C'est aussi le bureau central qui dicte aux bureaux régionaux quelles informations recueillir, et sous quel aspect. Et bien sûr, chaque agence s'alimente aux autres.

Le "produit fini", donc, est ré-acheminé aux media abonnés, suivant leurs centres d'intérêt. Et c'est à partir de la matière fournie par les diverses agences que nos journaux, revues, postes de télévision et de radio fabriquent "les nouvelles" nationales et surtout internationales. Les correspondants particuliers ne peuvent que confirmer ou orner le produit des grandes chaînes de hamburger, pardon, agences de presse. Pour l'essentiel, seulement quatre agences desservent plus d'un pays, en dehors des pays socialistes :

Agence :	Associated Press (AP)	United Press International (UPI)	France-Presse (AFP)	Reuter
Bureau central :	USA	USA	France	Grande-Bretagne
Abonnés :	10 000	7 000	12 000	6 500
Pays clients :	107	96	147	155
Journalistes :	2 500	2 000	960	500
Correspondants locaux :	700	8 000	1 000	800
Budget annuel : (million de \$)	100	80	60	45

Source : *Monde Diplomatique*, 3-78.

(N.B. Contrairement aux trois autres, l'agence Reuter ne recueille des informations qu'à l'étranger). Comme on le voit, l'information étrangère est la plus centralisée, et la plus verticale, des industries du "monde libre". Et l'on voit où sont les centres... L'information filmée, particulièrement importante dans les pays moins riches, est centralisée de façon semblable par cinq agences.

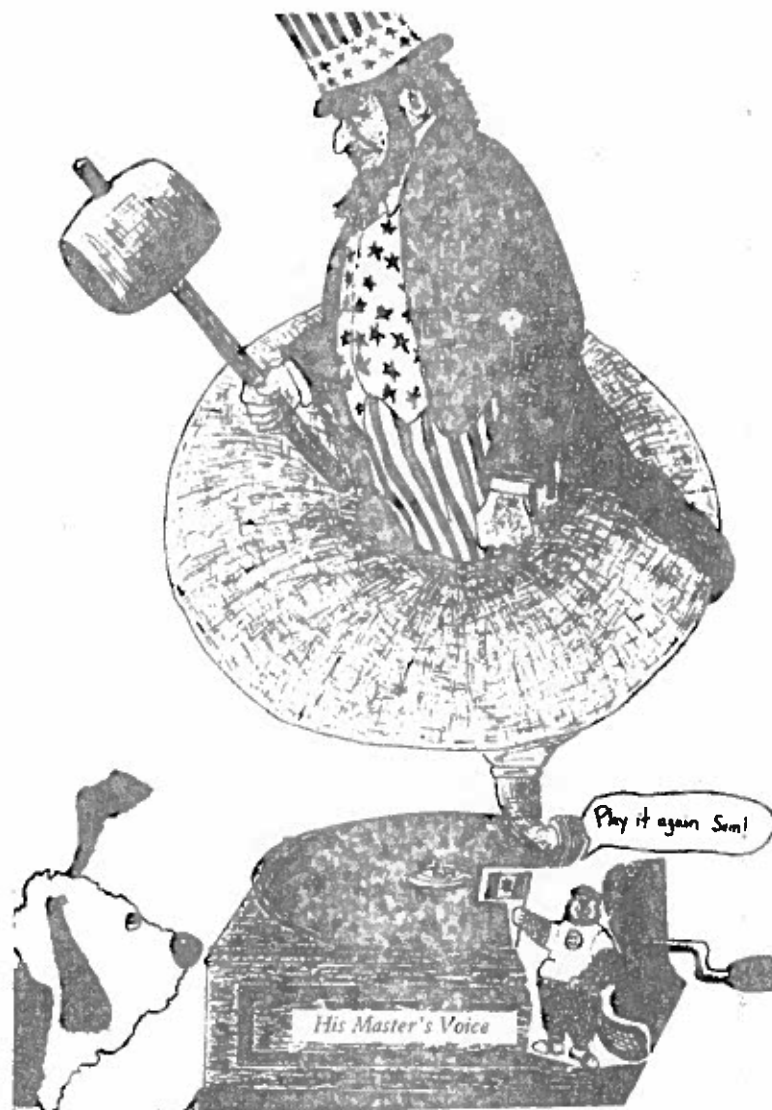
Tout ça n'est que la partie "information" du matériel des media à travers le monde. Or, pour la partie principale, le "divertissement" (cinéma, télévision), la centralisation est identique. Sauf que la circulation, ici, est à sens unique, du haut vers le bas. Hollywood n'envoie pas d'équipes tourner des téléromans à Buenos Aires ou Beyrouth. A toute la planète l'on diffuse Hawai 5-0 et Superman.

LOIS ÉCONOMIQUES DE LA LIBRE INFORMATION

Pourquoi? Parce que *Superman*, c'est "le film le plus cher de l'histoire". Le capitalisme impérialiste a imposé aux cinq continents des formes de divertissement, comme d'information, qu'il est seul à pouvoir fournir.

Ce que nous appelons de l'information internationale ne peut pas être produit par autre chose qu'une agence "impériale" comme AP ou UPI. Ce que nous appelons un bon film ou une bonne série télévisée ne peut pas être produit avec des moyens moindres que ceux de CBS ou Paramount, ni pour une clientèle restreinte à un seul pays. Ces appareils idéologiques (agences, studios) fonctionnent comme des drogues économiques. Une fois qu'ils ont installé leur produit dans un pays, ce pays est condamné à continuer à s'alimenter chez eux. La production locale n'aura jamais les moyens d'être autre chose qu'une copie conforme, mais plus pâle. D'autant plus que les grands studios de cinéma contrôlent la plupart des distributeurs et des réseaux de salles à travers le monde, comme les grandes chaînes — et les studios — ont des intérêts dans les réseaux locaux de télévision.

Nous voyons bien, au Québec, comment l'information et les divertissements américains "dominent le marché". Or, nous sommes un pays riche et avancé. Imaginez la



situation du tiers monde! Lorsqu'on parle de "liberté d'information", de "libre diffusion des idées", matériellement, économiquement, il ne peut s'agir que d'une chose: le fonctionnement sans entraves de ce système impérialiste et hyper-vertical de production idéologique. Lorsqu'on nous parle des idées, il faut comprendre comme pour les hamburgers: la libre concurrence n'est que la liberté d'écraser toute concurrence, liberté exigée par celui qui est assez gros pour le faire. Dans le domaine de la production idéologique, cette "liberté" opère à l'échelle du globe.

Matériellement, la "libre diffusion des idées" n'est donc rien d'autre que le contrôle économique de l'impérialisme sur les idées. Le premier effet politique de ce contrôle sera l'enlaidissement de "l'opinion publique", sur-

tout chez les groupes les plus moulés par les grands appareils idéologiques : la petite bourgeoisie. Cette opinion publique servira donc d'arme permanente de l'impérialisme pour l'intervention dans les luttes politiques des pays qu'il domine.

Le respect du régime Allende, au Chili, pour la "liberté d'information", par exemple, le mena en pratique à laisser la presse, la télévision et la radio chiliennes sous le contrôle de la bourgeoisie. ITT, la CIA et leurs collaborateurs locaux n'hésitèrent pas. Le quotidien conservateur *El Mercurio* reçut des millions. Cinq nouvelles revues pour jeunes surgirent. Sur la grande chaîne "13" de télévision, le matériel américain passa de 40 o/o à 70 o/o du contenu total. Contre cette offensive économique, les media populaires n'avaient aucunement le moyen de produire des imprimés aussi bien diffusés, ou des émissions aussi... populaires. "FBI in Action" attirait non moins de 72 o/o des téléspectateurs. Les chaînes progressistes, pour trouver des spectateurs à leur tour, furent obligées d'acheter d'autres séries américaines, ou de les imiter ! Ce qu'il faut comprendre, c'est que les trois ans du régime Allende ne sont qu'une illustration plus visible du mécanisme qui joue en permanence sur "l'opinion publique" dans le "monde libre".

INVASION DES IDÉES ET FUITE DES CERVEAUX

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que cette loi de la libre entreprise ne domine pas seulement dans les secteurs de l'information et du divertissement, mais aussi bien dans la création industrielle, dans la technologie et dans la science. Si l'information et la culture tombent sous cette loi comme produits à vendre, nouvelles, sensations, le design est autant un produit à vendre, comme modernisme, dans un marché dominé par la production américaine ou américanisée. La technologie aussi est le mode d'emploi des produits et techniques mis sur le marché par l'impérialisme. Et la science aussi est un produit intellectuel construit pour contrôler et développer la production industrielle de l'économie impérialiste. Connaît-on une médecine sans pharmaceutiques, une diététique des affamés, une

chimie pour pays pauvres en énergie, une physique pour faible investissement de capital ? Non, parce que toutes ces admirables institutions ne se développent que par rapport à l'économie impérialiste.

Dans les pays pauvres, l'acquisition, à prix fort, de "la" culture, de "la" technique et de "la" science par la fraction éduquée de la jeunesse mène à une "fuite des cerveaux" ainsi éduqués vers les Etats-Unis, le Canada, l'Europe de l'ouest. Ces "fuyards" ne font que rechercher les endroits où servent le mieux les connaissances qu'ils ont reçues, et où s'appliquent le mieux les valeurs qu'ils ont assimilées en même temps, celles des sociétés capitalistes avancées. On devrait beaucoup plus s'inquiéter de la "fuite" intérieure de cerveaux que représente la majorité des diplômés qui restent au pays. Journalistes, intellectuels, créateurs industriels, techniciens ou savants, ils formeront forcément la nouvelle élite pensante du pays. Or l'éducation qui leur a donné ce statut les a en même temps désaxés par rapport à la culture propre de la nation. C'est pourquoi la résistance culturelle à l'impérialisme doit si souvent se cantonner dans des formes moins éduquées, et moins diffusées, méprisées, voire illégales.

En même temps, l'acquisition de "la" culture, de "la" technique et de "la" science par l'élite pensante l'a préparée non seulement à déconstruire la culture populaire, mais à agir dans le pays comme le fer de lance de l'imposition de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'application économique de cette culture, cette technique et cette science "avancées". L'idéologie du "développement" est un exemple frappant de cette invasion par les idées : elle consiste à prendre pour programme politique et économique les contes qu'on se raconte ici sur l'origine de la richesse du capitalisme européen et américain. La seule "réalisation" possible de cette idéologie est l'expansion forcée de l'empire des multinationales : d'abord l'agro-business, puis les banques, l'industrie pharmaceutique, l'industrie lourde, etc. Comme par hasard, on découvre au bout du compte que le peuple s'appauvrit et perd ses pouvoirs politiques.

C'est que les idées "acquises" par l'élite pensante ne se sont développées qu'au service des intérêts d'une classe précise, et étrangère : les capitalistes impérialistes qui dominent dans l'économie "développée". Le même

"savoir" ne peut pas signifier deux pratiques différentes ici et dans le tiers monde. La même technologie importée "prête-à-porter" (cours techniques, usines complètes, systèmes entiers de fabrication) dans le tiers monde continue à servir les mêmes intérêts ; elle ne connaît qu'une seule application possible : le progrès de l'impérialisme : dans la division internationale du travail. Ainsi les chemises de Taïwan, le cuivre du Chili, les hôtels d'Acapulco.



INFORMATION ET POUVOIR POLITIQUE

L'accaparement, la verticalisation et la centralisation impérialistes de l'information et du divertissement ne sont que le premier étage, l'étape la plus généralisée, de cette mainmise économique sur les idées au profit du pouvoir

politique du capitalisme transnational. Ce tableau devrait nous enseigner trois leçons.

D'abord, "la vie des idées", contrairement à ce que croyait Candide, est un phénomène matériel, contrôlé économiquement. Deuxièmement, ce phénomène matériel est un élément essentiel du pouvoir politique, et ce sont des rapports de pouvoir qui lui donnent son sens. La vie des idées se fait toujours suivant un point de vue de classe, conscient ou pas, parce que les idées n'ont d'origine et d'utilité que dans la réalité, et la réalité est toujours une réalité de classe. La résistance et la lutte contre l'idéologie dominante n'apportent pas "la vérité" ou "l'objectivité" : elles apportent le point de vue d'une autre classe, elles servent d'autres intérêts, ceux de la classe dominée.

Enfin, concrètement, la lutte idéologique que mènent les militants d'ici contre l'idéologie dominante d'ici, B-52 ou *Superman*, font partie, qu'on le veuille ou non, de la lutte mondiale contre l'impérialisme, tout comme l'information et le divertissement "all dressed" que nous combattons font partie de l'appareil mondial de la domination du capitalisme impérialiste. L'histoire de nos luttes et celle des luttes des militants du tiers monde se rejoignent — syndicalisme, exploitation des ressources, culture populaire, etc. C'est de cette histoire commune qu'il faut tirer nos leçons. Et nos objectifs se rejoignent aussi — contrôle économique, indépendance financière, pouvoir idéologique. Ces objectifs communs font que les luttes ouvrières ici et dans le tiers monde se continuent les unes les autres — comme par exemple celle contre la Noranda et les autres exportateurs de capitaux. C'est là le sens de la perspective de classe qu'il faut donner à notre travail d'information, c'est-à-dire de lutte idéologique.

A LIRE A VOIR A ECOUTER

A LIRE

Le Chili d'Allende, témoignages de la vie quotidienne, Ed. Coopératives Albert St-Martin, 1978, 291 pp. A des Chiliens qui vivent maintenant au Québec on a posé la question : "Quels ont été les changements principaux que le régime de l'Unité populaire a apporté à votre vie de tous les jours, à vos rapports avec votre famille, vos voisins, votre patron, vos camarades de travail, etc. ? Des paysans, des ouvriers, des syndiqués, des éducateurs, des artistes, des femmes, des infirmières, un médecin, un soldat, un étudiant, un juriste prennent la parole. *En vente au Comité Québec-Chili. \$3.00 plus \$0.50 pour l'envoi postal.*

Si on me donne la parole... de Domitila B. de Chungara. Traduit de l'espagnol. Maspero, Collection "Actes et mémoires du peuple", 250 pp.. Indienne d'origine Quechua, Domi-

tila milite depuis vingt ans dans le mouvement syndical bolivien qui a de longues traditions de lutte et d'organisation : sa lutte, c'est avant tout celle du "Comité des ménagères" qui s'est créé grâce à l'énergie des femmes comme elle, au côté des syndicats : dignité des travailleurs exploités dans leur travail, dignité des femmes doublement exploitées, tel est le sens de son combat quotidien et inlassable. *En vente, \$10.00 (\$1.00 pour les frais postaux), au Comité Québec-Chili.*

La CLAT contre l'unité des travailleurs d'Amérique Latine, Solidarité Québec-Amérique Latine, 1978, 15 pp. La Centrale latino américaine des travailleurs (CLAT), en particulier depuis 1975, s'est fait remarquer par un nombre croissant de désaffiliations de centrales nationales. Qu'en est-il ? On sait que la CSN est membre affilié à la Confédération mondiale du travail (CMT) au même titre que la CLAT. Il n'est pas indifférent pour les militants québécois de s'interroger sur le pourquoi de ce mouvement de désaffiliation. *En vente \$0.25 au Comité Québec-Chili.*

SOLIDARITÉ

C'est une publication du Centre international de solidarité ouvrière qui paraît quatre (4) fois par année. Le CISO est composé des membres suivant : la CEQ, la CSN, Le Conseil central de Montréal, le Secrétariat Québec-Amérique latine, l'Association Québec-Palestine et le SUCO. Dans le numéro de décembre : les luttes populaires au ZIMBABWE, en Namibie, en Afrique du Sud ; l'Afrique du Sud, c'est le château-fort du capitalisme en Afrique. *Disponible gratuitement au Comité Québec-Chili.*

A DÉNONCER

Cooprix de Longueuil vend des raisins chiliens !!! Ne vous contentez pas de ne pas en acheter, protestez auprès du gérant !

SESSION DE FORMATION

Une session de formation sur l'Amérique Latine débutera mardi le 13 mars au local du Comité Québec-Chili. Pour y participer, il faut militer au Québec dans une perspective de lutte de classes. Il y aura sept (7) rencontres d'ici l'été. On abordera entre autres : l'histoire des dominations en Amérique Latine, le mouvement ouvrier, la conjoncture actuelle en Amérique Latine. Pour de plus amples informations : Solidarité Québec-Amérique Latine, 842-8459 (mardi, mercredi et jeudi de 14 heures à 22 heures).

ABONNEZ-VOUS !

Le Monde diplomatique en espagnol, pour ceux qui lisent l'espagnol, le Monde diplomatique est maintenant traduit en espagnol. On y retrouvera un supplément spécial concernant l'Amérique Latine. Dans le premier numéro, celui de janvier 1979, on trouvait entre autres un article sur les "Etats-Unis au Nicaragua" et un article de Pedro Vuscovic "Les limites de la politique impérialiste". Abonnement annuel, \$25.00 USA, par avion. "Le Monde diplomatique en espagnol". EDITORIA INTEGRADA LATINOAMERICANA. Astronomos 23, Col. Escandon, Mexico 18, D.F., Mexico.

SQAL-QUEBEC

Le SQAL a aussi une équipe à Québec. On peut s'y procurer tous les documents du Comité. Edifice de la CSN, 155 est, Boul. Charest, Québec, G1K 3G6. Tél. : (418) 524-5171.

A MIEUX CONNAITRE

La MAISON CULTURELLE QUEBEC-AMERIQUE LATINE. Afin de promouvoir toutes les activités culturelles des immigrants de langue espagnole et de mieux leur faire connaître la culture québécoise, un groupe de Latino Américains et de Québécois ont mis sur pied la MAISON CULTURELLE QUEBEC-AMERIQUE LATINE. Ouverte depuis septembre, la Maison a peu de ressources mais beaucoup d'ambitions. Une série de conférences est maintenant en cours : vendredi 6 avril, "Courants cinématographiques en Amérique Latine"; jeudi, 19 avril, "Rencontre avec N'Tsukw (Montagnais)".

Une bibliothèque (espagnol et français) est actuellement en service. Des spectacles de chant et de musique sont à venir. Parmi les autres projets : une revue culturelle de la Maison et possiblement une maison d'édition pour publier les artistes et écrivains latino-américains en exil. On peut devenir membre de la Maison moyennant \$20.00 par année. La Maison est située au 4169 St-Hubert, coin Rachel, (tél. : 521-2270). On peut y lire, prendre un café, rencontrer des Latino et des Québécois. Les heures d'ouverture sont : lundi-jeudi : 16 heures à 22 heures ; vendredi : 16 heures à 24 heures ; samedi : 12 heures à 24 heures ; dimanche : fermé. *A SUIVRE*

**importante
réunion syndicale
latino-américaine
en Equateur**

Durant la deuxième moitié du mois d'avril, se tiendra à Quito, en Equateur, une *rencontre syndicale latino-américaine* organisée notamment par la CEDOC d'Equateur, la CGT de République Dominicaine et la CNT du Guatemala. Participeront des représentants d'organisations syndicales de la plupart des pays d'Amérique Latine, ainsi que du

Québec, de France et d'Italie.

Trois thèmes en particulier seront abordés :

- 1- la situation actuelle des travailleurs et des organisations syndicales face à la pénétration des multinationales ;
- 2- la répression syndicale et politique en Amérique Latine ;
- 3- la situation actuelle du syndicalisme latino-américain et de ses organisations régionales.

COORDONNER LES LUTTES

Mais plus concrètement encore, l'objectif de la rencontre d'avril est de favoriser la mise en place de mécanismes permettant aux organisations participantes de sortir de leur isolement, de coordonner leurs luttes contre l'exploitation, la misère et la répression. Ainsi la rencontre pourrait déboucher sur l'organisation d'un "Carrefour" latino-américain d'organisations syndicales (carrefour d'échanges et de concertation des luttes).

SORTIR DE L'ISOLEMENT

Plusieurs des organisations syndicales participantes jouent dans leur pays respectif un rôle de fer de lance des luttes ouvrières et populaires. Qu'il s'agisse de la CNT au Guatemala, de la CEDOC en Equateur ou de la CGT en République Dominicaine, elles ont joué et jouent un rôle de premier plan dans le développement de l'unité syndicale et de l'unité entre le mouvement syndical et le mouvement populaire, dans la lutte contre la répression, dans l'élaboration de plates-formes de revendications.

Aussi, vu leur importance dans la lutte, ces organisations subissent de façon particulièrement violente les coups de la répression. D'autre part, elles souffrent de leur isolement ; car à la différence d'autres organisa-

tions syndicales affiliées à des centrales syndicales continentales (comme l'ORIT, la CLAT, le CPUSTAL), ces organisations, pour toutes sortes de raisons, sont indépendantes, sans affiliation ni continentale ni mondiale (donc, sans affiliation à la CISL, à la CMT ou à la FSM). Elles s'interrogent d'ailleurs sur l'efficacité des structures syndicales continentales à l'heure actuelle, et c'est en ce sens qu'elles veulent explorer de nouvelles formes de regroupement, de réflexion et de concertation syndicales.

SOUTENIR LE MOUVEMENT SYNDICAL DE CLASSE EN AMÉRIQUE LATINE

Il faut soutenir ces organisations syndicales qui subissent aujourd'hui une dure répression mais qui n'en persistent pas moins dans leur volonté de renforcer leur orientation et leurs luttes anti-capitalistes, de développer l'unité syndicale... etc. C'est dans cette perspective que SOLIDARITE QUEBEC-AMERIQUE LATINE organise une campagne de solidarité avec la rencontre syndicale latino-américaine de Quito. Campagne d'information, mais aussi campagne de soutien financier destiné à défrayer le séjour des délégués latino-américains à la rencontre du mois d'avril.

Les militants syndicaux intéressés à en savoir plus long sur cette rencontre, sur le mouvement syndical en Amérique Latine ou désireux d'apporter leur appui financier à la rencontre de Quito peuvent communiquer avec SOLIDARITE QUEBEC-AMERIQUE LATINE, les mardi et mercredi entre 2 et 6 heures, les jeudi, entre 2 et 10 heures. (Tél. : 842-8459).

Il sera important aussi que les organisations syndicales québécoises appuient de façon concrète, la démarche de réflexion et de concertation amorcée à Quito par une portion importante et combative du mouvement syndical latino-américain.

LES ACTIVITÉS

DU

COMITÉ QUÉBEC-CHILI

SOLIDARITÉ AVEC LA RESISTANCE CHILIENNE

En septembre dernier, le Comité Québec-Chili, le SQAL, le CISO en collaboration avec des réfugiés chiliens organisaient une journée de solidarité avec la Résistance populaire chilienne. Un des objectifs de cette journée était de ramasser des fonds pour soutenir financièrement la Résistance. A cette occasion, \$2,575.00 furent recueillis.

Le Comité a acheminé 75 o/o de cette somme à trois (3) organisations politiques qui travaillent au développement de la Résistance populaire : le MIR, le MAPU, la CNR (P.S.). Le reste de cet argent fut versé au Fonds de Solidarité du Comité Québec-Chili et sera envoyé au Chili dans les mois qui viennent.

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

L'équipe du bulletin est très consciente qu'il y a certains aspects de la réalité chilienne (la répression, l'éducation, la santé, la situation des femmes et des enfants) qui devraient être abordés à chacun des numéros. Pour le moment, nous ne pouvons le faire, faute de monde. Si ça vous intéresse, si vous lisez l'espagnol, vous êtes les bienvenus. Si vous savez dactylographier, votre collaboration serait également appréciée. Vous pouvez également travailler pour le bulletin en diffusant celui-ci dans votre milieu de travail. Contactez-nous !

LE PARRAINAGE CONTINUE

Si une personne ou un groupe est intéressé à soutenir financièrement et moralement des familles de disparus, ou des prisonniers politiques chiliens ou des militants de la Résistance dans la clandestinité, il s'agit de téléphoner au Comité Québec-Chili et de prendre un rendez-vous. A tous les jeudis après-midi, il y a quelqu'un pour vous aider à formuler et à traduire les lettres. Leur Résistance est courageuse et longue, notre appui doit être sans faille et soutenu.

DOCUMENTS AUDIO-VISUELS

Des militants du Comité Québec-Chili ont réalisé 2 diaporamas :

a) **Le Chili avant et après '73.**

D'une durée de 25 minutes, ce diaporama rappelle les principales réalisations du gouvernement de l'Unité populaire (1970-73) et les tactiques de déstabilisation de l'U.P. par l'impérialisme américain. Il tente enfin de souligner ce qui unit les travailleurs et le peuple québécois à ceux du Chili.

b) **Amérique Latine... Soutenir leur lutte c'est faire avancer la nôtre.**

Ce diaporama d'une durée de 30 minutes (et qui a été présenté à la soirée du 23 septembre) rapporte l'histoire de la domination impérialiste et des luttes ouvrières en Amérique

Latine.

Ces documents audio-visuels ont été conçus pour être présentés à des militants syndicaux ou de groupes populaires. Ils sont disponibles gratuitement au Comité Québec-Chili (356 Ontario est, Montréal, Tél. : 842-8459).

LE CQC A RIMOUSKI

Invité par les étudiants du Module de Sociologie de l'Université du Québec à Rimouski, un militant du CQC a rencontré une quarantaine de personnes dans le cadre d'un débat sur les problèmes de développement régional. Après un rappel historique du capitalisme et du mouvement ouvrier en Amérique Latine, on a abordé brièvement les causes et les conséquences de l'impérialisme au Canada et en Amérique Latine.

Salutations à tous les camarades du Bas du Fleuve et de l'arrière pays.

CENTRE DE DOCUMENTATION

Le CQC et le SQAL mettent à votre disposition un centre de documentation. Vous y trouverez des revues, des journaux, des documents d'analyse de la plupart des pays d'Amérique Latine (en français, anglais, espagnol, suédois et allemand). Les locaux sont ouverts les mardi, mercredi et jeudi de 14 heures à 18 heures et le jeudi soir jusqu'à 10 heures.

A NE PAS CONFONDRE

Le Comité Québec-Chili n'est pas partie prenante d'un spectacle culturel qui aura lieu bientôt. Ce spectacle est organisé par le Comité québécois pour un Chili démocratique. Cette organisation récemment mise sur pied par quelques Québécois travaille pour la restauration de la démocratie au Chili en appui à l'Unité populaire.

PUBLICATIONS DISPONIBLES

au Comité Québec-Chili

CHILI-QUEBEC INFORMATION

Numéros précédents encore disponibles	.25
No 30, avril '78 - Spécial - Noranda	.25
No 31, juin '78 - Nicaragua : Royaume des compagnies et du gouvernement américain	.50
No 32, septembre '78 - L'organisation des familles de prisonniers disparus	.50
No 33, octobre '78 - La dictature chilienne fait l'affaire des clés, des banques, des commerçants et de l'Etat canadien . . .	.50

TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES LATINO - AMERICAINES

La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne et latino-américaine (textes du MIR) '76	1.00
Qu'est-ce que le MIR ? Comité central du MIR 1974	1.00
Petite bourgeoisie et révolution. ERP - Argentine	1.00
Notes de l'histoire du MIR	.75
Rapport politique de Villabella. MIR, janvier '78	.50

SERIE : AMERIQUE LATINE AJOURD'HUI

L'histoire de la CEDOC	.50
Impérialisme culturel et éducation populaire	.50
Les Unions américaines, complices des "boss" et de la CIA en Amérique latine	.50
Bolivie : dictature militaire et Résistance	.50
La CLAT : contre l'unité des travailleurs d'Amérique latine	.25
Capitalisme et mouvement ouvrier en Amérique latine	1.50
La pratique d'un centre d'éducation populaire au Mexique	1.50

DIVERS

Chili 1970-72. La Mobilisation des masses	.25
Chili 1976 : faim et résistance	.10
Eléments d'analyse de la conjoncture actuelle au Québec et au Canada	1.00
FALCONBRIDGE. Portrait of a Canadian Mining Multinational. John Deverell and the Latin American Working Group. 184 pp.	6.00
Una Sola Lucha. Pedro Vuškovic. 264 pp.	5.00

Faites votre commande aujourd'hui au : COMITE QUEBEC - CHILI
356 est, rue Ontario
Montréal, Qué., Canada
Tél : (514) 842-8459



ABONNEZ-VOUS

DÈS MAINTENANT

AU

BULLETIN

CHILI INFORMATIONS QUÉBEC

• Je désire recevoir le BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

NOM:

ADRESSE:

TELEPHONE: dom.:.....trav.:

Abonnement ANNUEL REGULIER \$10.00 ☐ de SOUTIEN \$20.00 ☐

ou Réabonnement

Ci-joint \$ _____ en ESPECE ☐ en CHEQUE ☐ en MANDAT-POSTE ☐

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du COMITE QUEBEC-CHILI et
retournez-le à: 356 est, rue Ontario, Montréal, Qué.